



Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé



SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES

Crise économique, choc pétrolier, mondialisation... au tournant des années 1970, la relation franco-britannique prend un nouveau départ.

La France et le Royaume-Uni, anciennes grandes puissances devenues moyennes, doivent affronter les mêmes défis de la concurrence internationale et de la crise énergétique. Pour les deux pays, l'Europe apparaît comme un multiplicateur de puissance. Le Royaume-Uni adhère à la Communauté économique européenne. Valéry Giscard d'Estaing, nouvellement élu en 1974, prend la tête de la relance du vieux continent. Il pose les bases de la future Union européenne, en créant notamment le système monétaire européen, ancêtre de l'euro.

Le bilatéral avec le Royaume-Uni est alors réactivé, au service des deux dynamiques de la période, la mondialisation et l'intégration régionale. Sous l'impulsion du président français, de nouvelles enceintes se mettent alors en place, tels le G7 et le Conseil européen. Un calendrier international s'impose, dans lequel s'inscrivent des négociations qui s'emboîtent selon des jeux d'échelles que Paris et Londres expérimentent ensemble pour peser sur la scène internationale. La relance de l'entente cordiale se heurte cependant à un obstacle de taille : l'Europe.

Le retour sur cette période à la fois proche et lointaine permet de mettre à jour les permanences dans les calculs et arrières pensées britanniques qui mèneront au Brexit en 2016.

Illustrations de couverture :

Haut : James Callaghan reçoit Valéry Giscard d'Estaing à la résidence de Chequers, le 13 décembre 1977 (Photo © Central Press/Hulton Archive/Getty Images)

Bas : Margaret Thatcher & Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet franco-britannique à Londres le 19 novembre 1979, Royaume-Uni (Photo © Jacob SUTTON/Gamma-Rapho via Getty Images)

ISBN de ce document :

979-10-231-3478-0

VALÉRY GISCARD D'ESTAING
& LE ROYAUME-UNI

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemandes (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes & Rainer Hudermann (dir.)

Jacques Foccart: archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais, soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Sortir de la guerre

Michèle Battesti & Jacques Frémeaux (dir.)

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled & Jean-Pierre Deschodt (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Penser le système international (XIX^e-XXI^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussièrre, Isabelle Davion, Olivier Forcade & Stanislas Jeannesson (dir.)

Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le couple franco-britannique
sur la scène internationale
de 1974 à 1981

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0616-9

© Sorbonne Université Presses, 2018

Édition numérique : © Sorbonne Université Presses, 2023

Important : les illustrations sont absentes de la version numérique.

Maquette : Patrick Van Dieren

Mise en pages : FACOMPO ROUEN

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3dzs

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) (0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACP (pays)	pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (signataires de la convention de Lomé)
ADMAE	archives du ministère des Affaires étrangères en France
AIE	Agence internationale de l'énergie (OCDE)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BNOC	British National Oil Corporation
CAP	Centre d'analyse et de prévision
CCEI	Conférence sur la coopération économique internationale
8 CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CECA	Communauté économique du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de défense
CEE	Communauté économique européenne
Coreper	Comité des représentants permanents de la Communauté
CPE	coopération politique européenne
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
DEA	dialogue euro-arabe ou, selon le contexte, Department of Economic Affairs
ECU	unité monétaire européenne
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
Eurodif	European Gaseous Diffusion Uranium Enrichment Consortium
FECOM	Fonds européen de coopération monétaire
FED	Fonds européen de développement
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FMI	Fonds monétaire international
FCO	Foreign and Commonwealth Office
FO	Foreign Office (ministère des Affaires étrangères en Grande-Bretagne)
GEIP	Groupe européen indépendant de programme
G7	groupe des Sept, sommet économique mondial

GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
GFN	Groupe des fournisseurs nucléaires
INFCE	International Nuclear Full Cycle Evolution
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions
MCM	montants compensatoires monétaires
NA	National Archives, Archives nationales de Grande-Bretagne (Kew, Londres)
NPC	Nuclear Power Company
NMC	négociations commerciales multilatérales
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAC	Politique agricole commune
PREM	<i>Prime Minister's Papers</i>
PUS	<i>Permanent Under-Secretary</i> , chef de la diplomatie britannique
RFA	République fédérale d'Allemagne
SALT	Strategic Arms Limitation Talks
SGCI	secrétariat général des Affaires Européennes
SME	Système monétaire européen
Stabex	Système de stabilisation de recettes d'exportation (des ACP et des PTOM)
TNP	Traité de non-prolifération
UCE	Unité de compte européenne
UEM	Union économique et monétaire
UEO	Union de l'Europe occidentale
UKAEA	United Kingdom Atomic Energy Authority
WED	Western European Department
ZEE	zone économique exclusive (zone de 200 milles)

La reine Elisabeth II
& Valéry Giscard d'Estaing,
lors de sa visite à Londres
en 1976

TROISIÈME PARTIE

**Les enjeux
de la relation franco-britannique**

LA FRANCE, LE ROYAUME-UNI & LE MONDE

Les atouts offerts par l'histoire et la géographie permettent à la France et au Royaume-Uni de revendiquer le statut rare de « moyennes puissances d'influence mondiale¹ », ce qui leur permet de prétendre à une politique extérieure nationale au sens plein et à ambitionner un engagement politique dans les affaires internationales d'un bout à l'autre du globe². Cela se traduit d'une part par la volonté de jouer un rôle particulier sur la scène internationale, entre les deux superpuissances, d'autre part par une politique ambiguë envers les pays en voie de développement. Il s'agit en effet d'éviter les accusations de néocolonialisme tout en conservant des ambitions en matière d'influence politique, économique et culturelle. L'émergence d'un monde multipolaire place d'autre part les deux partenaires européens devant de nouveaux défis. Le recul du leadership américain et la réactivation de la guerre froide renouvellent l'approche de la détente à Paris et à Londres. Les pays de l'Est deviennent un enjeu économique et politique croissant pour les Français et les Britanniques et s'insèrent dans le système mondial. De nouvelles perspectives s'ouvrent, pour l'Europe mais aussi pour la France et le Royaume-Uni. D'autre part, la montée en puissance des pays en voie de développement, notamment des pays producteurs de pétrole, et la politique menée par l'URSS à l'égard de ce groupe de pays, sont à l'origine de revendications autour d'un nouvel ordre économique mondial qui comporte des enjeux politiques importants. En tant qu'anciennes puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne y sont particulièrement sensibles. L'ouverture du dialogue Nord-Sud, à l'initiative du président français, reflète la prise de conscience d'une adaptation nécessaire des États à un espace mondialisé et multipolaire. La création de nouveaux espaces de discussions à l'échelle multilatérale, tels que le G5 ou la CCEI, illustrent la volonté du président français d'organiser le système mondial.

La relation bilatérale s'inscrit dans ces nouvelles perspectives. Le sommet franco-britannique permet d'évoquer à la fois des questions que les deux pays

- 1 Jean-Claude Allain & Robert Frank, « La hiérarchie des puissances », dans Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, coll. « Le nœud gordien », 2012, p. 182.
- 2 William Wallace, « L'État-nation et la politique extérieure », dans Françoise de La Serre, Jacques Leruez & Helen Wallace, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la fondation nationale des Sciences Politiques/Berg, 1990, p. 275.

veulent conserver en propre, au titre de leur statut particulier, et des questions qui font intervenir les partenaires du dialogue transatlantique et au-delà. L'agenda des sommets et le calendrier international dans lequel ils prennent place permettent de mesurer la hiérarchisation des dossiers. Pour les Français, le cadre bilatéral reste donc essentiel, en tant que tel et comme relais pour les autres enceintes, européenne, communautaire ou mondiale. Les Britanniques le défendent avec une vigueur renouvelée au début des années 1980, alors que l'Europe acquiert davantage d'autonomie par rapport aux États-Unis, aussi bien en ce qui concerne la détente, avec une vision qui s'éloigne de la vision américaine, que sur le plan du dialogue Nord-Sud cher au président français. Pour Londres, le sommet constitue l'antichambre de l'échelle européenne, la France restant assimilée à l'Europe.

LA FRANCE & LE ROYAUME-UNI ENTRE L'EST ET L'OUEST

La contestation du monde bipolaire

276

Les relations particulières de la France avec l'URSS, et du Royaume-Uni avec les États-Unis ne facilitent pas a priori une approche commune des rapports Est-Ouest. Cependant, si les visions de la détente à Paris et à Londres sont très différentes au début des années 1970, plusieurs facteurs conduisent à un inflexionnement de leurs positions respectives. En perdant l'assurance de posséder une marge de manœuvre ou d'influence par rapport à Moscou et à Washington, Français et Britanniques sont amenés à rapprocher leurs vues sur l'avenir d'une détente menacée. De nouvelles perspectives s'ouvrent alors à l'Europe. Les principes d'indépendance et de souveraineté régissent les politiques étrangères des deux pays qui revendiquent une place à part sur la scène internationale, eu égard à leur statut de puissances nucléaires, de membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et de coresponsables de Berlin. La France et le Royaume-Uni partagent le sentiment d'avoir des responsabilités mondiales à assumer, ce qui leur donne une place particulière sur l'échiquier mondial. À cette conviction s'ajoute la volonté de sortir de la logique des blocs. Ce thème de la fin du monde bipolaire est développé par Valéry Giscard d'Estaing qui en déduit une nécessaire réorganisation des relations internationales. La notion de « mondialisme » est aux origines de cette nouvelle vision des rapports de forces. Dans son ouvrage *Démocratie française*, le président explique que « la solution des grands problèmes intéressant la sécurité du monde ou le développement économique ne peut plus être recherchée dans un cadre seulement national ni même régional mais intéresse progressivement la communauté mondiale tout entière³ ». Lors de la visite du

3 Charles Hargrove, « Valéry Giscard d'Estaing », *Politique étrangère*, vol. 51, n° 1, 1986, p. 115-128.

président Carter à Paris deux ans plus tard, en janvier 1978, il précise sa vision libérale et pluraliste d'un monde « qui ne serait pas limité aux décisions des deux superpuissances, un monde dans lequel on chercherait à organiser le dialogue à partir d'autre chose que des structures idéologiques ou des alliances militaires et qui deviendrait donc pluraliste dans ses choix politiques et sociaux et, en même temps, pacifique⁴ ». On retrouve ici le terme de « dialogue » cher au président français pour qui la préférence donnée à la concertation sur l'affrontement constitue une « conviction permanente ». La France, grâce au primat de l'indépendance de sa politique étrangère, peut mener ce dialogue. La création du G5 par Valéry Giscard d'Estaing constitue le meilleur exemple de la manière dont la France entend gérer les nouveaux rapports de forces, dans le domaine de l'économie notamment mais qui devient de moins en moins autonome par rapport au politique. Cette approche s'applique à la détente bien sûr, qui ne peut être confinée à l'Europe aux yeux du président français. Ainsi Giscard cherche-t-il, en 1978-1979, à se montrer ferme envers l'URSS en lançant un avertissement à Moscou, selon lequel « la détente intéresse toutes les parties du monde », et signe avec Brejnev une « déclaration sur la détente internationale ». Valéry Giscard d'Estaing lance également la détente « idéologique », qui doit aussi être « multilatérale », c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être gérée uniquement par les deux superpuissances.

Paris et Londres estiment occuper une place à part non seulement au plan mondial mais aussi au sein de l'Europe. Elles ne sont donc pas toujours favorables à l'articulation des échelles de négociation sur des questions dont elles veulent conserver la maîtrise. Le bilatéral reste alors privilégié. Les Français et les Britanniques par exemple multiplient les consultations bilatérales sur l'Afrique. Cette conviction leur permet de se démarquer des Neuf et de la coopération politique européenne. La France et le Royaume-Uni cherchent à accroître le poids de la CEE dans le monde mais ne confinent pas leurs ambitions à l'Europe : ils aspirent également pour eux-mêmes à un rang plus élevé dans le monde grâce au rôle de « multiplicateur de puissance » reconnu à la CEE et grâce à leurs atouts spécifiques. Il n'existe pas entre les Neuf de consultations formelles de coopération politique sur les sujets traités au sein du Conseil de sécurité malgré le statut de membre permanent de la France et du Royaume-Uni⁵. La volonté d'indépendance et de souveraineté des deux pays est mise à jour ici de la façon la plus intéressante puisqu'elle se développe dans un cadre communautaire. S'il est vrai qu'au cours des années 1970 la notion de

4 *Ibid.*

5 Maria Găinar, *Aux origines de la diplomatie européenne. Les Neuf et la coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012, p. 353.

regroupement régional devient une réalité au sein de l'ONU, Paris et Londres ne souhaitent pas y voir dilués leurs intérêts⁶. Les échelles nationale et bilatérale se trouvent au cœur de la stratégie de puissance des deux pays.

La politique suivie par Les Français et les Britanniques en Afrique du Sud avec leur refus d'appliquer le chapitre 7 de la charte des Nations unies⁷ traduit cette convergence. En effet, les résolutions du Conseil de sécurité prises au titre du chapitre sept sont peut-être celles qui se rapprochent le plus d'une gouvernance mondiale, dans la mesure où elles possèdent une force juridique contraignante.

Quelles visions de la détente à Paris et à Londres ?

278 En France, les présidents de Gaulle et Pompidou ont établi des relations privilégiées avec le gouvernement soviétique. Ces relations ne sont pas moins étroites sous Giscard qui, dans ses fonctions de ministre de l'Économie et des Finances, avait joué un rôle actif dans la coopération entre les deux pays⁸. Cette relation privilégiée doit permettre à la France de se hisser au niveau des grandes puissances. De bonnes relations avec Moscou sont considérées comme un élément essentiel d'une politique d'indépendance. Henri Froment-Meurice, ambassadeur de France à Moscou entre 1979 et 1981 témoigne de ces liens particuliers : « Giscard voulait tenir nos relations avec l'URSS à un haut niveau d'activités par souci du rang de la France ; la France doit peser sur les grands équilibres du monde et l'URSS est l'une des deux superpuissances, qui plus est, largement installée en Europe⁹. » L'ambassadeur souligne que « pour les Russes, seules la France et la RFA comptent en Europe¹⁰ ». Valéry Giscard d'Estaing insiste sur le rôle spécifique de la France sur l'échiquier mondial : « Il faut avoir une chose à l'esprit, c'est que s'il n'y a pas la France pour parler de la détente, il n'y aura pas de détente en Europe, et sans exagérer notre importance, je dirai qu'il n'y aura pas de détente dans le monde¹¹. » Le président français se targue d'avoir « la politique étrangère la plus indépendante d'Europe de l'Ouest », ce qui lui permet d'affirmer que « seule la France peut authentifier la détente¹² ». Le Foreign Office reconnaît cette spécificité, même si la situation évolue, la

6 *Ibid.*, p. 354.

7 Le chapitre 7 concerne « l'action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression ». Le Danemark, l'Irlande ou encore les Pays-Bas réclament son application.

8 Maurice Vaïsse, *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1950*, Paris, Fayard, 2009, p. 230-282.

9 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai. Mémoires (1945-1983)*, Paris, Fayard, coll. « Pour une histoire du xx^e siècle », 1998, p. 410.

10 *Ibid.*

11 Valéry Giscard d'Estaing, *Le Figaro*, 12 novembre 1975.

12 5 AG 3, carton 995, interview de Giscard à Kenneth Harris pour *The Observer*, Paris, 3 juin 1976.

« période mythologique des relations entre Paris et Moscou » étant révolue, « les sujets sensibles sont désormais abordés et les rapports sont plus sains »¹³. Les Britanniques soulignent aussi l'inquiétude de l'URSS par rapport à l'avenir de la RFA et son « réflexe récurrent » à utiliser la France comme « contrepoids ». Le facteur allemand joue un rôle essentiel pour la France :

L'Allemagne développe grâce à son dynamisme retrouvé et à des moyens économiques supérieurs aux nôtres ses propres relations avec l'URSS. Il fallait donc se concerter étroitement avec Bonn sur la conduite à tenir vis-à-vis de Moscou, plus étroitement qu'avec toute puissance occidentale, et s'arranger pour être en mesure, autant que la RFA, de faire valoir, avec quelques cartes en mains, notre point de vue aux dirigeants soviétiques¹⁴.

Les Britanniques ne veulent pas être exclus de ce schéma triangulaire Paris-Bonn-Moscou et aspirent à jouer le même rôle que les Français auprès des Soviétiques. La « normalisation » des relations franco-soviétiques, par rapport à la période gaulliste, leur permet d'espérer jouer un tel rôle. Le Foreign Office note avec satisfaction que « Gromyko, lors de sa visite à Londres, a cherché à établir la même relation qu'avec Paris¹⁵ ». On le voit, les Britanniques ne veulent pas être marginalisés par rapport aux Français. Ils se questionnent même sur leur rôle propre dans la détente, une note interne s'interrogeant sur la volonté de la Grande-Bretagne « de jouer un rôle plus original dans les rapports Est-Ouest¹⁶ ». Pour être à même de « peser sur le cours des choses¹⁷ », il est essentiel de favoriser les contacts personnels au plus haut niveau, ce qui va dans le sens de la diplomatie personnelle de Giscard. Avant sa rencontre avec Brejnev, Giscard rappelle qu'il a été le premier ministre français de l'Économie à aller en URSS en 1964 et le premier président de la grande Commission constituée sous de Gaulle¹⁸. Le premier sommet franco-soviétique de Rambouillet qui se tient du 4 au 7 décembre 1974 est l'occasion pour Giscard de confirmer les textes anciens, notamment le « protocole » de 1970 qui institutionnalisait la relation entre les deux pays. Ce caractère statutaire du dialogue franco-soviétique est envié par les Britanniques qui chercheront en vain à obtenir l'équivalent. Brejnev, par le biais des « sommets », tient à marquer le statut particulier des relations franco-soviétiques. De plus, du 14 au 18 octobre 1975, Valéry Giscard d'Estaing est le premier leader occidental à visiter Moscou depuis Helsinki. Les Britanniques

13 *Ibid.*

14 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai, op. cit.*, p. 547.

15 NA/FCO 33/2874, 7 juillet 1976.

16 *Ibid.*

17 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai, op. cit.*, p. 410.

18 François Daguët, « Michel Tatu, *Eux et nous. Les relations Est-Ouest entre deux détentés* [compte-rendu] », *Politique étrangère*, vol. 50, n° 2, 1985, p. 491-493.

suivent de près cette visite et se procurent des informations de première main, grâce au sous-directeur Europe du Quai d'Orsay qui accepte de leur en livrer le compte-rendu. Celui-ci fait état de résultats décevants pour les Français :

Les Français n'ont obtenu aucune application de la conférence d'Helsinki. Giscard souhaitait montrer la continuité de la relation privilégiée avec Moscou mais c'est un échec. Les Soviétiques ont bien senti que les Français voulaient tirer parti d'aspects d'Helsinki qu'ils n'aimaient pas, en particulier dans le domaine de la troisième corbeille. Les Soviétiques sont perplexes face au style néolibéral à la Kennedy de Giscard. Ce style ne marche pas bien avec eux. Ils savaient mieux à quoi s'en tenir avec Pompidou. Ce sera difficile de revenir en arrière¹⁹.

280

Si les résultats politiques sont inexistant, on peut noter des résultats économiques significatifs, tels que des accords de coopération qui prévoient notamment la fourniture de gaz à la France. Ce volet économique de la détente est très important pour Valéry Giscard d'Estaing qui y voit un moyen de faire évoluer l'URSS. Dans la préface que le président écrit pour l'ouvrage de Samuel Pissar, *Transactions entre l'Est et l'Ouest*, les échanges commerciaux sont présentés comme un instrument privilégié de la détente. Giscard y défend les vertus « transidéologiques » du commerce et la théorie de la « convergence »²⁰. L'approche britannique de la détente est très différente. Alors que pour la France, la détente doit permettre à terme un rapprochement entre l'Ouest et l'Est, la Grande-Bretagne se méfie, estimant que « le seul objectif des Soviétiques avec la détente est d'endormir les Occidentaux²¹ ». Cependant, les Britanniques veulent maintenir les relations anglo-soviétiques à un niveau raisonnable. Comme dans le domaine de l'économie, les Britanniques ne veulent pas être isolés. Wilson est le dirigeant britannique qui s'est rendu le plus souvent à Moscou depuis 1945²². À l'occasion de la visite du Premier ministre à Moscou en 1975, le ministre des Affaires étrangères exprime le souhait que « les relations entre la Grande-Bretagne et l'URSS soient aussi bonnes que celles qui lient la France à l'URSS²³ ». Callaghan note que « Brejnev et Kossyguine étaient conscients que [les Anglais] souhait[ai]ent vraiment construire avec eux une relation plus productive » et qu'ils y répondaient « favorablement »²⁴. Dans

19 NA/FCO 49/627, note de Tomkins, 23 octobre 1975.

20 Samuel Pissar, *Transactions entre l'Est et l'Ouest. Le cadre commercial et juridique*, préface de Valéry Giscard d'Estaing, Paris, Dunod, 1972.

21 NA/FCO 33/2872, conversation entre les directeurs politiques Laboulaye et Campbell, Paris, 21 janvier 1976.

22 James Callaghan, *Time and Chance*, London, Politico's, 2006, p. 364.

23 ADMAE, carton 4449, note du 30 octobre 1978 : « La Grande-Bretagne et la politique de détente ».

24 James Callaghan, *ibid.*, p. 365.

ce contexte de dégel des relations anglo-soviétiques, Callaghan propose la création d'une « table ronde composée de personnalités d'horizons différents, académiciens, scientifiques, syndicalistes, hommes d'affaires et journalistes, qui se rencontreraient pendant quelques jours une fois par an pour échanger des idées, ce qui permettrait une meilleure connaissance mutuelle afin de corriger quelques mythes encore vigoureux²⁵ ». Côté soviétique, Gromyko accepte et la première réunion a lieu en 1975 et se tient alternativement à Londres et Moscou chaque année depuis lors. Callaghan accorde beaucoup d'importance au facteur humain :

Les contacts personnels constituent un élément indispensable en politique. Les relations Est-Ouest nécessitent de tels contacts. Ils ne mènent pas forcément à un accord et ne reposent pas forcément sur la séduction ou l'apaisement mais, bien que nous vivions dans un monde de plus en plus complexe et avec des moyens technologiques croissants qui permettent aux informations de faire le tour du monde en quelques secondes, nous n'avons rien inventé pour les relations personnelles : se rencontrer permet d'acquérir un référentiel commun, une meilleure compréhension des perceptions de chacun. Ceux qui prétendent que ces contacts sont dangereux commettent une lourde erreur²⁶.

Callaghan reçoit Gromyko à Londres en mars 1976 et le décrit alors comme quelqu'un de « charmant, parlant très bien anglais²⁷ ». Cependant, cette position se heurte aux initiatives soviétiques en Afrique et la problématique des droits de l'homme en général freine cette volonté de rapprochement. Le nouveau ministre des Affaires étrangères à partir de 1977, David Owen, adopte une position en flèche sur cette question qui heurte les Soviétiques. Le Quai d'Orsay s'empresse de faire remarquer que « le protocole soviéto-anglais qui prévoit une rencontre annuelle entre les ministres des Affaires étrangères n'est pas appliqué » et que les rapports depuis 1975 sont « malaisés et peu actifs »²⁸. L'expulsion des diplomates soviétiques par le gouvernement conservateur en 1971 n'a d'ailleurs pas été oubliée. De plus, l'opinion publique, de même que les médias, est très hostile à l'URSS. Malgré leurs efforts, les Britanniques ne parviennent donc pas à exister dans une relation triangulaire avec les Soviétiques. Ils ne comptent pas beaucoup aux yeux de ces derniers. Seule la France est présente dans les deux triangles qui organisent les relations internationales dans la période de la détente : le premier relie Paris à Moscou et à Bonn et gère les aspects européens de la détente ; dans le deuxième, Washington remplace Moscou pour

25 *Ibid.*, p. 365.

26 *Ibid.*, p. 367-368.

27 *Ibid.*

28 ADMAE, carton 4449, note du 2 novembre 1979.

les aspects internationaux. La Grande-Bretagne aspire à trouver sa place dans ce système.

L'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1979 complique la donne : c'est de Moscou que Margaret Thatcher tient son surnom de « dame de fer ». Ses discours avaient déjà suscité de fortes réactions en URSS lorsqu'elle était dans l'opposition. Le Foreign Office relate les faits, exposant d'un côté une « machine à propagande soviétique » qui « aime à trouver des ennemis de la détente à l'ouest », et de l'autre côté les déclarations publiques du Parti conservateur « jugées insultantes et contre le processus de détente » et qui ont « fourni aux Russes des cibles à ce sujet », notamment Thatcher²⁹. Pourtant, les Français avaient noté des signes de relance dès 1979 : la présence de Margaret Thatcher à l'exposition nationale soviétique du printemps à Londres, son entretien avec Kossyguine en juillet³⁰, la rencontre à New York dans le cadre de l'ONU de Carrington et Gromyko. Le Quai en conclut que « les contacts soviéto-anglais ont été plus nombreux depuis le succès des conservateurs aux dernières élections qu'au cours des deux années précédentes³¹ ». Les Français nourrissent alors l'espoir de voir la Grande-Bretagne adopter une position plus équilibrée entre l'Est et l'Ouest, à l'instar de celle qu'eux-mêmes recherchent, la notion d'équilibre constituant un des grands principes de la politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing. L'Élysée souligne notamment que « les conservateurs sont traditionnellement moins liés à Washington » et attend beaucoup de Margaret Thatcher, « interlocuteur soucieux d'assurer le redressement politique et psychologique de la Grande-Bretagne et d'affirmer sa place dans le monde³² ». Le quatrième sommet franco-britannique, qui se tient les 19 et 20 novembre 1979 à Londres, s'inscrit dans ce contexte favorable. L'analyse de la détente et du système soviétique que Thatcher livre à Giscard n'est pas si éloignée des positions françaises. Elle nourrit l'espoir qu'en ayant « de plus en plus de contacts avec l'URSS, les Soviétiques finiront par s'interroger sur leur organisation sociale³³ ». Les questions commerciales constituent justement la deuxième corbeille de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Le président français répond que son approche des relations Est-Ouest est proche et confie même au Premier ministre britannique son optimisme dans la personne de Brejnev, qu'il a rencontré plusieurs fois et qui, « bien qu'il semble vouloir intimider l'Occident », paraît avoir « quelques

29 NA/FCO 33/2872, note du 30 janvier 1976.

30 Lors de son escale à Moscou sur le chemin de Tokyo.

31 ADMAE, carton 4449, 2 novembre 1979.

32 5 AG 3, carton 996, note de Leclercq, 19 septembre 1980.

33 NA/FCO 46/2118, entretien Giscard-Thatcher, 19 novembre 1979.

vellités de paix »³⁴. Cet entretien permet d'espérer un rapprochement franco-britannique sur la détente.

Cependant, la crise afghane bouleverse la donne et relativise l'impact du changement de gouvernement en Grande-Bretagne. L'agression soviétique vient confirmer la vision traditionnelle britannique de la détente. Elle permet à Londres de montrer aux Français leur erreur de jugement sur le système soviétique. À Paris en effet, les débats sur la nature du régime en URSS divisent toujours les milieux politiques. On peut y trouver un penchant à considérer de façon optimiste l'évolution du régime soviétique : le processus d'Helsinki doit permettre le rapprochement avec l'URSS pour déboucher sur une entente entre l'Est et l'Ouest. Cette tendance défend donc des positions souples à l'égard du gouvernement soviétique. Gabriel Robin peut être considéré comme le chef de file de ce courant qui juge sévèrement, à l'inverse, la politique des conservateurs britanniques qualifiée d'« anticommunisme viscéral » ; Robin critique leur méfiance à l'égard de la détente et leur « schéma hérité de la guerre froide fondé sur un monde libre opposé au monde communiste³⁵ ». Si Londres n'adhère pas à la théorie de la « convergence »³⁶, le rapprochement avec les économies des pays d'Europe de l'Est n'en est pas moins recherché. Les relations économiques de la France avec les pays de l'Est progressent sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing mais on constate que cette période est aussi celle où « l'avantage comparatif initial de la France s'est le plus sensiblement émoussé³⁷ ». Tous les concurrents de la France ont utilisé des formules de soutien public aux exportations : le Royaume-Uni par exemple instaure un organisme d'aide aux exportations³⁸. Les relations franco-soviétiques sont à leur apogée en 1979, ce qui se concrétise par le « protocole décennal de développement de la coopération économique » entre les deux pays. La France est alors l'un des trois ou quatre partenaires principaux de l'URSS³⁹. Les Britanniques, conscients des relations particulières qui existent entre la France et l'URSS, ne veulent pas être à la traîne, ni dans le domaine de l'économie ni dans celui de la politique. Ils suivent de près par exemple les mesures prises concernant le crédit et cherchent à s'aligner sur les positions françaises de façon à contrer les Soviétiques qui jouent « les uns contre les autres⁴⁰ ».

34 *Ibid.*

35 5 AG 3, carton 996, note de Gabriel Robin, 31 mai 1979.

36 Samuel Pizar, *Transactions entre l'Est et l'Ouest*, *op. cit.*, introduction.

37 Georges Sokoloff & Gérard Wild, « Les relations économiques de la France avec l'Est », dans Samy Cohen & Marie-Claude Smouts (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, actes du colloque du 26-27 mai 1983, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

38 *Ibid.*

39 Maurice Vaïsse, *La Puissance ou l'influence ?*, *op. cit.*, chap. IV.

40 5 AG 3, carton 997, lettre de Callaghan à Giscard, 30 mai 1977.

La volonté de se démarquer des deux superpuissances et de jouer un rôle sur l'échiquier mondial se traduit en France et en Grande-Bretagne par l'attachement à la question du désarmement. Pour ces deux pays, le désarmement représente un volet essentiel de la politique de détente. Le soutien au traité de non-prolifération, aux négociations SALT 2 et 3 et à celles portant sur l'interdiction totale des essais nucléaires ou encore l'intérêt pour les MBFR en sont l'illustration. Sur ce dernier point cependant, les Français se démarquent, qui y voient une conception bipolaire de la détente. L'Élysée entend bien garder la France en dehors de ce schéma de condominium américano-soviétique sur le monde. La France veut cependant jouer un rôle de premier plan dans cette question du désarmement et reprend la main grâce à la proposition de « Conférence sur le désarmement en Europe » (CDE). Cette initiative répond aux inquiétudes franco-britanniques concernant le déséquilibre croissant des forces militaires entre l'Est et l'Ouest : « Le moment nous a paru favorable pour proposer une négociation tendant à limiter la course aux armements conventionnels en Europe ; l'accumulation de ces armements atteint un degré tel qu'elle va peser sur la détente, les Soviétiques développant leurs forces classiques plus rapidement que les Occidentaux⁴¹. » Le président français, « déçu par les négociations menées depuis quinze ans », prône une « politique sincère de désarmement »⁴². Il a pris note avec satisfaction des déclarations du président Carter en faveur du désarmement. C'est le début d'une réflexion qui débouchera sur la proposition de CDE lancée par Valéry Giscard d'Estaing lors de la session spéciale de l'ONU, qui se tient du 5 mai au 5 juin 1978. Le choix des Nations unies ne peut que plaire aux Britanniques, très attachés à cette enceinte internationale. Le projet français de CDE s'inscrit dans la volonté de rompre avec le schéma bipolaire présent dans la Commission du désarmement⁴³, fondée à Genève en 1962 et présidée par les États-Unis et l'URSS :

Depuis des années, les discussions sur le désarmement sont dominées par les deux Grands, alors que leur arsenal augmente ; il est temps de donner la parole au reste de la communauté internationale : c'est l'objectif que la France

41 ADMAE, carton 4431, télégramme n° 1916-1923, 1^{er} juin 1979.

42 5 AG 3, carton 996, note « la France et le désarmement », 30 novembre 1977.

43 L'Union soviétique et les États-Unis s'accordèrent en 1961 sur la constitution d'un « comité des dix-huit puissances sur le désarmement » (CCD), composé de pays occidentaux, de pays socialistes et de pays non alignés (comité élargi à vingt-six en 1969). L'Assemblée générale de l'ONU entérina cet accord et la Conférence du comité de Genève débuta ses travaux en 1962. La France n'y avait pas participé, refusant de cautionner une organisation dominée par les deux Grands.

recherche en proposant la réactivation de la Commission du désarmement et le rattachement à l'ONU de l'organe de négociation appelé à remplacer la CCD⁴⁴.

Les Britanniques sont partagés entre leur volonté de suivre les Américains, qui ont manifesté leur hostilité à la proposition française, et leur adhésion à cette nouvelle formule qui permet d'envisager concrètement les suites du processus d'Helsinki et de lui donner un cadre. Les Français observent avec soulagement cette évolution qui se développe dans la perspective de la conférence de Madrid, qui se tient de 1980 à 1983 :

Les Britanniques insistent, comme nous, sur la nécessité d'un équilibre global du contenu et des résultats de la réunion de Madrid. Cet équilibre doit conduire à réserver une place toute particulière à la dimension humaine de la détente. Dans le cadre de cette approche équilibrée, les Britanniques n'accorderont leur soutien qu'à des propositions nouvelles, concrètes et réalistes ; il convient, pour eux comme pour nous, d'éviter des propositions de pure propagande, de simples mesures déclaratoires ou l'adoption de mesures de confiance consacrant l'existence d'un sanctuaire soviétique à l'abri de tout contrôle. À cet égard, la Grande-Bretagne, longtemps la plus réticente parmi les Neuf, se fait maintenant le défenseur de notre projet de CDE. Cette évolution est fondée sur deux considérations : l'utilité de disposer à Madrid d'une proposition d'envergure à opposer au projet du pacte de Varsovie et l'importance qu'elle trouve à des mesures de confiance militairement significatives, vérifiables, obligatoires et surtout applicables à l'ensemble du continent européen. Notre exigence d'une zone géographique d'application étendue de l'Atlantique à l'Oural lui paraît essentielle⁴⁵.

L'Afrique entre Est et Ouest : les responsabilités franco-britanniques

Plusieurs événements entraînent un retour des tensions Est-Ouest, ce qui permet de constater parfois une solidarité entre des anciennes puissances coloniales mais aussi de mesurer les divergences de fond entre Paris et Londres. La politique expansionniste menée par l'URSS en Afrique inquiète beaucoup la France et la Grande-Bretagne, d'autant plus qu'elle coïncide avec l'arrivée au pouvoir de Carter aux États-Unis. À partir de 1975, l'URSS devient une puissance africaine rivale de la France par ses manœuvres en Somalie, Angola, Mozambique, Éthiopie et Congo. Or, pour la France comme pour la Grande-Bretagne, l'Afrique se trouve au premier rang des préoccupations dans le

44 ADMAE, carton 3889, note du 11 octobre 1978.

45 5 AG 3, carton 996, note de Leclercq, 15 septembre 1980.

domaine des relations internationales. L'échelle bilatérale est donc recherchée par deux pays qui partagent des intérêts à la fois économiques et politiques sur le continent. C'est pourquoi les conversations franco-britanniques sur l'Afrique sont fréquentes. En 1979, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bruno de Leusse, demande à ce qu'elles soient encore plus régulières. Il propose que les directeurs Afrique se rencontrent « discrètement tous les trois mois⁴⁶ ». La situation en Afrique du Sud par exemple est jugée particulièrement dangereuse par le Foreign Office qui voit dans la république « la clé de la stabilité de l'Afrique australe », qu'il ne faudrait pas voir sombrer dans un « conflit permanent qui permettrait à l'URSS et à ses alliés d'intervenir »⁴⁷. Les Britanniques, conscients que les Français partagent leurs inquiétudes quant à la pénétration du communisme dans cette région du monde, cherchent leur appui. La solidarité joue entre ex-puissances coloniales qui entretiennent des liens étroits, tant économiques que politiques et même militaires, avec leurs anciennes colonies. La convergence d'intérêts entre la France et la Grande-Bretagne est reconnue par les Français qui trouvent les consultations franco-britanniques plus efficaces que celles qui se tiennent à l'échelle européenne, ce dont le Foreign Office se félicite⁴⁸. Les Britanniques s'intéressent beaucoup à l'évolution de la politique africaine de la France : « Valéry Giscard d'Estaing a changé sa politique : il croit que l'Europe a une vocation spéciale en Afrique par rapport aux deux superpuissances⁴⁹. » Il n'est pas question pour la Grande-Bretagne de renoncer à ses responsabilités d'ancienne puissance coloniale et de laisser le champ libre à la France. Au contraire, elle peut tirer parti de cette nouvelle politique africaine en monnayant son soutien au président français, fidèle à sa stratégie de marchandage. Alors que jusqu'en 1975 il s'agissait seulement pour la France de maintenir des liens économiques et militaires avec l'Afrique francophone et, par ailleurs, de renforcer les exportations, les agissements soviétiques sur le continent conduisent le président français à revoir sa politique et à l'appliquer à l'ensemble du continent : « Les États francophones d'Afrique conservaient leur ligne modérée. Mais la crainte de leurs dirigeants était visible : “Quand nous sommes du côté des Occidentaux, me disaient-ils, nous recevons des crédits financiers, et encore, en petites quantités ; si nous nous rangeons du côté des

46 NA/FCO 33/3844, conversations franco-britanniques sur l'Afrique, Palliser-Leusse, 25 janvier 1979.

47 *Ibid.*

48 « Les Français sont satisfaits de nos discussions sur les demandes d'armes faites par la Somalie : il faut éloigner la Somalie du camp soviétique. Ils trouvent la machine communautaire lourde, surtout en Afrique, où les intérêts des membres de la CEE divergent beaucoup. » (NA/FCO 98/337, Nicholas Henderson, rapport diplomatique n° 274/77, « La nouvelle politique française à l'égard de l'Afrique », 7 octobre 1977.)

49 *Ibid.*

Soviétiques, nous recevons des armes⁵⁰ ». Or, cette inquiétude grandit du fait que les États-Unis ne réagissent pas à la politique expansionniste de l'URSS :

L'Union soviétique n'avait pas renoncé à son rêve africain. Elle livrait des matériels, entretenait des bases, comme au Mali, ou des équipes d'hélicoptères, comme en Centre-Afrique. Et elle allait organiser un véritable pont aérien, transitant par le Sahara et le Mali, en direction de l'Angola. Elle pouvait compter sur l'indifférence américaine. À partir de 1976, la vigilance des États-Unis était inexistante en Afrique et aucune réaction ne venait contrecarrer l'installation massive des Soviétiques et des Cubains en Angola, ou leur soutien au régime éthiopien prosoviétique⁵¹.

Cette situation justifie aux yeux du président français les interventions afin de mettre fin aux agissements soviétiques le cas échéant. De mars à avril 1977, la première guerre du Shaba (Katanga), une province méridionale du Zaïre, marque le début de l'intervention française contre l'invasion de cette région par des rebelles partis d'Angola. L'initiative française au Zaïre fait l'objet d'une analyse intéressante de la part du Foreign Office qui révèle toute l'ambiguïté de la position britannique, qui va de l'admiration pour une opération propre à une grande puissance, à la critique d'une politique personnelle menée au nom de la CEE. Ainsi, le rapport diplomatique souligne la « fierté » du président français qui « croit que cela renforce son rôle de seul chef d'État prêt à agir en Afrique » ; il évoque ensuite les visées européennes sous-jacentes à cette opération : « Le ministre français des Affaires étrangères a essayé après l'opération du Zaïre d'expliquer à certains membres de la CEE en colère que Giscard ne prétendait pas agir pour le compte de la CEE. Mais c'est, dans les faits, exactement ce que pense Giscard. Selon ce dernier, l'Afrique est un continent avec un vide de puissance, dans lequel l'Europe a une occasion de s'affirmer et de mener une politique étrangère de défense de ses intérêts⁵². » La dimension européenne est liée à la dimension nationale dans le projet du président français pour l'Afrique. La presse britannique se montre méfiante, voire hostile, à l'égard de l'intervention française en 1977. Le *Financial Times* s'étonne par exemple que Giscard ait déclaré avoir agi « au nom de l'Europe » alors qu'il n'y a pas eu de consultation⁵³. Le *Times* s'inquiète des conséquences éventuelles de l'opération : « Giscard, en y entraînant l'Occident, a internationalisé le conflit

50 Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, t. III, *Choisir*, Paris, Le Livre de poche, 2007, p. 208-209.

51 *Ibid.*

52 NA/FCO 98/337, Nicholas Henderson, rapport diplomatique n° 274/77, « La nouvelle politique française à l'égard de l'Afrique », 7 octobre 1977.

53 ADMAE, carton 4447, télégramme n° 1231/37, « La presse et l'intervention française au Zaïre », 12 avril 1977.

du Shaba, en fournissant au Maroc un pont aérien pour transporter des troupes vers Kinshasa⁵⁴. » Cependant les politiques ont une autre vision des choses et voient surtout la menace soviétique s'étendre en Afrique. C'est ce que traduit la motion de la Chambre des communes en faveur de l'intervention française au Zaïre qui affirme que « l'agression contre le Zaïre à partir de l'Angola, inspirée par les Soviétiques, constitue une menace contre les droits de l'homme et les intérêts européens et occidentaux sur le continent⁵⁵ ». La France intervient de nouveau au Zaïre sous la forme d'une opération militaire de la Légion étrangère parachutée sur Kolwezi le 19 avril 1978, afin de libérer les 2 000 civils européens pris en otage par les gendarmes katangais des rebelles zaïrois. Le ministre des Affaires étrangères Louis de Guiringaud souligne l'implication de l'URSS et de Cuba, les conséquences de cette crise sur le plan des relations Est-Ouest et rappelle alors la mission particulière de la France dans ce domaine, qui apparaît « comme le seul pays qui veut faire face et qui veut aider ses amis⁵⁶ ». Le président français insiste sur le rôle de « protection de l'Afrique » qui incombe à la France⁵⁷. La presse britannique est unanime cette fois pour dénoncer les agissements de l'URSS : elle oppose à la fermeté de la France « la faiblesse dont aurait trop longtemps fait preuve l'Occident en général et le gouvernement britannique en particulier⁵⁸ ». Le sommet franco-britannique de 1978 est l'occasion de souligner la convergence entre les deux pays sur l'appréciation de la menace communiste et les responsabilités européennes qui en découlent, « la Grande-Bretagne [voyant] dans le succès de l'opération de Kolwezi un résultat positif car elle est consciente de l'importance de la partie qui se joue dans cette région et de la nécessité pour l'Europe et pour l'Occident d'y assurer la pérennité de leur présence tout en l'adaptant⁵⁹ ». Le journal *The Economist* va encore plus loin dans la reconnaissance du rôle de la France et titre : « Valéry Giscard d'Estaing, le dernier empereur de l'Europe » :

La grandeur de la France est parfois fatigante. Mais il y a quelque avantage à ce qu'un leader national au sein de l'Alliance occidentale soit en quête de grandeur. Le Premier ministre étant chargé des affaires triviales, le président a le temps de rêver ; ainsi son goût pour les initiatives internationales audacieuses : percée de la Communauté européenne, intervention militaire en Afrique, retour en force de la France dans le débat sur le désarmement mondial dominé par les deux Grands. Ces initiatives n'aboutissent pas toujours mais elles montrent une

54 *Ibid.*

55 ADMAE, carton 4447, Londres, 3 mai 1977.

56 Louis de Guiringaud, TF1, 19 mai 1978.

57 Valéry Giscard d'Estaing, Radio France internationale, 22 mai 1978.

58 ADMAE, carton 4447, Jean Sauvagnargues à Jean François-Poncet, 23 mai 1978.

59 ADMAE, carton 4449, note du 30 octobre 1978.

capacité d'action, alors que les autres sont trop timorés ou compromis pour bouger. Il serait dommage que le président soit découragé de poursuivre ce rôle d'éclabousseur international qui jusqu'à présent a bien servi l'Occident⁶⁰.

Les initiatives du président français peuvent être contestées par les Britanniques, qui critiquent la « méthode giscardienne (lancement sans préparation et sans suggestions préliminaires d'ordre pratique⁶¹) ». Elles n'en sont pas moins parfois reconnues pour leur largeur de vues et leur ambition. Ainsi le Foreign Office souligne-t-il l'évolution des initiatives du président français, d'abord limitées et surtout axées sur l'économie, vers la vision d'un nouvel ordre mondial pour l'Afrique. Les Britanniques relèvent ainsi l'initiative de Giscard concernant la sécurité du continent africain : dans une interview au journal *Newsweek*, en juillet 1977, le président français met l'accent sur la nécessité d'un accord de type Helsinki pour préserver la sécurité de l'Afrique⁶².

La relance de la guerre froide et son impact sur les relations franco-britanniques

Au contraire de l'Afrique qui se distingue par l'absence de leadership américain, le Moyen-Orient fait l'objet de la plus grande attention de la part des États-Unis, rendant plus difficile la solidarité franco-britannique observée sur le continent africain. L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979 provoque des réactions différentes en France et au Royaume-Uni, à cause de leurs interprétations différentes de la détente mais surtout à cause de la ligne de conduite adoptée par les États-Unis. Le facteur américain s'invite à nouveau dans la relation franco-britannique, réactivant le principe d'indépendance côté français et la « relation spéciale » côté britannique. L'approche spécifique de la détente par Valéry Giscard d'Estaing se manifeste dans la position de réserve que le président adopte face à ses alliés. Alors que les États-Unis appellent aux sanctions économiques et au boycott des Jeux olympiques de Moscou, Paris prend ses distances et insiste sur la nécessité de sauver la détente. Alors que Carter veut mobiliser ses alliés contre Moscou, Giscard refuse de participer à la réunion du type Guadeloupe voulue par Washington. Cependant, l'approche française est compliquée par les évaluations divergentes de la menace soviétique au sein du gouvernement et par la conjoncture électorale, la politique à l'est ayant « toujours eu en France une dimension de politique intérieure », d'où la « fuite

60 *The Economist*, « Le dernier empereur de l'Europe », 1978. Cité par Charles Hargrove, « Valéry Giscard d'Estaing », art. cit, p. 118-128.

61 NA/FCO 98/337, Nicholas Henderson, rapport diplomatique n° 274/77, « La nouvelle politique française à l'égard de l'Afrique », 7 octobre 1977.

62 *Ibid.*

en avant de Giscard dans les relations Est-Ouest » observée à partir de 1980⁶³. Pour manœuvrer le levier soviétique, le président français a besoin de la détente. Un retour à la guerre froide rend sa stratégie inopérante. La réaction française à l'invasion de l'Afghanistan est donc tout d'abord très mesurée, se limitant à évoquer la « vive préoccupation », puis de « légitimes inquiétudes », avant de parler d'« atteinte à la politique de détente »⁶⁴. C'est seulement le 5 février que la condamnation devient plus précise avec la déclaration franco-allemande qui qualifie l'intervention soviétique d'« inacceptable ». Cependant, affirmer dans cette même déclaration que la détente ne résistera pas à un nouveau choc revient à dire qu'elle résiste cette fois et illustre le refus d'y renoncer. En outre, il n'est pas question de sanctions, jugées « contreproductives⁶⁵ ». Des divergences existent cependant au sein du gouvernement. Henri Froment-Meurice par exemple évoque dans ses mémoires son opposition aux vues de Gabriel Robin : « J'eus une sérieuse passe d'armes avec Gabriel Robin, dont je trouvai qu'il prenait une vue beaucoup trop optimiste du rapport de forces entre l'URSS et l'Occident⁶⁶. » L'ambassadeur livre son sentiment d'isolement dans le récit de son entretien avec le président français le 21 février 1980 :

Je réussis à placer presque tout ce que je souhaitais : la nécessité de savoir parfois se montrer tranchant ; ma conviction qu'un boycott des Jeux olympiques serait un coup dur pour les dirigeants et ne provoquerait pas de réaction populaire de chauvinisme offensé : mon regret que nos premières réactions aient pu laisser le sentiment d'une hésitation à condamner, ce qu'il reconnut [...]. J'eus l'impression que, s'il était décidé à poursuivre les consultations avec Moscou, il ne l'était pas à exercer les pressions que, pour ma part, je croyais nécessaires. Les choses étant ainsi engagées, il était logique que je connaisse des déceptions et traverse une période de malaise⁶⁷.

L'ambassadeur témoigne ainsi de sa présence sur la place Rouge le 1^{er} mai 1980 comme de l'« épisode le plus pénible de toute [sa] carrière⁶⁸ », et de son sentiment amer d'avoir appris par les Soviétiques l'organisation de la rencontre de Varsovie. Alors qu'il s'efforce de convaincre le président français de suivre la consigne de Carter de boycotter les Jeux olympiques, c'est l'avis contraire de Gabriel Robin qui l'emporte.

63 François Daguët, « Michel Tatu, *Eux et nous. Les relations Est-Ouest entre deux détentés* [compte-rendu] », art. cit., p. 491-493.

64 Valéry Giscard d'Estaing, déclarations du 28 décembre 1979 et du 9 janvier 1980.

65 Jean François-Poncet, *Europe* 1, 7 janvier 1980.

66 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai*, op. cit., p. 568.

67 *Ibid.*, p. 569.

68 *Ibid.*, p. 571.

Pour les Britanniques, la gestion de la crise est plus simple. La dénonciation de l'expansionnisme soviétique est un leitmotiv de Margaret Thatcher dès avant l'affaire afghane. De plus, la crise réactive la « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les États-Unis, ce qui permet de mesurer les différences d'approche de la détente. L'intervention en Afghanistan permet aux Britanniques de justifier leur pessimisme quant à la volonté soviétique de poursuivre la détente. Cependant, alors que la France veut poursuivre le dialogue avec l'URSS pour sauver la détente, les Britanniques sont plus réservés : l'intervention soviétique a permis de « focaliser l'attention sur la nature globale de la menace soviétique sur les intérêts occidentaux » et par conséquent de faire évoluer l'appréciation de cette menace par la France : « Les Français voient l'invasion soviétique non pas comme une erreur de calcul mais comme un glissement inquiétant suite à la lutte de pouvoir pour la succession de Brejnev ; ils sont conscients des dangers d'une réponse faible de l'Occident. » Les Britanniques relèvent du reste les contraintes qui pèsent sur le gouvernement français, obligé d'adopter en public une position qui ne reflète pas son appréciation réelle de la menace communiste :

Les Français ne sont pas contre la coordination d'une réponse occidentale aux événements récents hors d'Europe. En privé, ils soutiennent les actions américaines pour établir une présence dans le Golfe et s'inquiètent de la présence soviétique proche de l'Afrique. Mais leur liberté d'action est entravée par leur sensibilité par rapport à leur situation extérieure à la structure militaire intégrée de l'Alliance et à leur désir de ne pas être à la remorque des États-Unis⁶⁹.

La marge de manœuvre de la France est donc étroite : « La coopération militaire est susceptible d'être confinée à des contacts bi ou trilatéraux⁷⁰. » Cette coopération commence à voir le jour alors que le Royaume-Uni rejoint les États-Unis et la France dans les discussions sur la protection de la navigation autour de l'Afrique⁷¹. Le premier sommet franco-britannique à se réunir après la crise afghane se tient en septembre 1980. Il permet de confirmer cette évolution, la plupart des observateurs se félicitant de « la volonté commune de Giscard et Thatcher de restaurer dans les relations entre les deux pays un climat d'entente et de coopération qui leur paraît plus que jamais nécessaire dans la présente conjoncture internationale⁷² ». Le journal *Sunday Times* évoque « la situation mondiale, notamment avec un leadership américain vacillant, qui interdit

69 NA/FCO 46/2187, comité des chefs d'état-major, notes pour le 23^e entretien franco-britannique, 16-17 avril 1980.

70 *Ibid.*

71 *Ibid.*

72 ADMAE, carton 4449, Sauvagnargues, télégramme n° 608, 22 septembre 1980.

le luxe d'une querelle permanente⁷³... ». L'ambassadeur à Londres souligne aussi l'inflexion perçue dans l'opinion publique britannique et remarque que « certains journaux populaires, qui se sont particulièrement distingués par leur attitude ouvertement francophobe au cours des derniers mois, découvrent subitement, avec Thatcher, l'amitié franco-britannique » ; de même, le *Daily Mail* et le *Daily Express* affirment que « les deux pays ont rarement eu des gouvernements ayant davantage en commun⁷⁴ ». Le contexte international favorise donc une approche concertée de la menace soviétique, dont témoigne par exemple le sommet du 19 septembre 1980, en vue de la préparation duquel « l'Élysée a suggéré d'aborder les questions nucléaires militaires⁷⁵ ». La réaction soviétique au sommet franco-britannique reflète d'ailleurs les inquiétudes du régime face à l'inflexion de la politique française qui favorise la convergence entre les deux puissances nucléaires européennes. L'article du journal la *Pravda* intitulé « Graves divergences » met au contraire l'accent sur les divisions entre Paris et Londres. L'ambassadeur français à Moscou, Henri Froment-Meurice, souligne que la *Pravda* a cherché à montrer que l'essentiel des désaccords porte sur l'attitude divergente des deux gouvernements vis-à-vis de l'URSS.

Si les Britanniques sont conscients des difficultés rencontrées par le président français pour gérer l'affaire afghane, les Français, quant à eux, cherchent à ménager les susceptibilités britanniques en tenant Londres informée des contacts en cours aussi bien avec Moscou qu'avec Bonn. Ainsi Giscard écrit-il à Thatcher le 26 juin 1980 : « J'ai donné à l'ambassadeur français à Moscou un message ; l'ambassadeur a été reçu par Gromyko le 25 juin, qui lui a dit que la France n'est pas directement concernée mais elle peut influencer la situation⁷⁶. » Le président français tente ici de justifier son action personnelle auprès des Soviétiques, préparant sa visite à Varsovie. Il suit deux principes inhérents à sa politique étrangère : l'indépendance associée à la faculté de « peser sur le cours des choses » et la primauté des contacts humains. Le président français est soucieux d'informer le Premier ministre britannique de la teneur de sa rencontre avec le chancelier allemand à l'occasion des dernières consultations franco-allemandes : des entretiens « très approfondis » qui « ont fait ressortir l'identité de [leurs] analyses sur la situation internationale, à la suite des événements d'Afghanistan »⁷⁷. Le président français est bien conscient du sentiment de frustration des Britanniques par rapport à la relation privilégiée entre Paris et Bonn et doit donc les ménager. Thatcher remercie le président de

73 *Ibid.*

74 *Ibid.*

75 NA/FCO 46/2187, ministère de la Défense, 11 juin 1980.

76 5 AG 3, carton 997, Giscard à Thatcher, 26 juin 1980.

77 5 AG 3, carton 997, Giscard à Thatcher, 6 février 1980.

la tenir informée des consultations franco-allemandes et rappelle l'importance pour Paris et Londres d'avoir une approche identique⁷⁸. Le manque de communication à l'inverse sera vivement reproché au président à l'occasion de sa visite à Varsovie, le 19 mai 1980. La diplomatie personnelle giscardienne ne plaît pas beaucoup aux Britanniques dont le reproche de « faire cavalier seul » revient comme un leitmotiv dans les archives, ce que l'Élysée déplore⁷⁹. Ainsi les Britanniques critiquent-ils aussi bien la forme que le fond : l'organisation secrète de la rencontre et le manque de fermeté et de lucidité du président français qui croit pouvoir influencer un gouvernement soviétique dont les agissements dans le monde sont de plus en plus menaçants.

LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI ENTRE NORD ET SUD

La recherche d'un nouvel ordre mondial : responsabilités franco-britanniques

Ces responsabilités sont rappelées par Margaret Thatcher qui évoque le monde extérieur à l'Europe : « Les préoccupations de l'Europe ne sauraient se limiter aux affaires de notre seul continent : la France et la Grande-Bretagne avec leur passé impérial et leurs responsabilités mondiales actuelles, sont qualifiées comme personne pour le comprendre⁸⁰. » Les ressemblances entre le Commonwealth et le réseau de liens qui constitue la francophonie justifient cette convergence franco-britannique. Le Quai d'Orsay souligne l'influence que la Grande-Bretagne continue d'exercer en Afrique et la compare au rayonnement de la France sur le continent :

Grâce à la colonisation, la Grande-Bretagne possède un réseau d'influences dont témoignent les liens personnels entre Callaghan, Kaunda⁸¹, Nyerere⁸² et Khama⁸³. Son efficacité se maintiendra tant qu'elle continuera d'occuper, grâce à ses universités, une place importante dans la formation des élites africaines, tant qu'elle gardera sur le continent un ensemble dense et actif de missions diplomatiques et que l'anglophonie y servira de lien à un grand nombre d'États. De plus, il faut rappeler le poids du Commonwealth, dont quatorze des tentesix membres sont africains et dont les activités contribuent au maintien d'un

78 5 AG 3, carton 997, réponse de Thatcher, 14 février 1980.

79 « Ce n'est pas à Londres qu'on a été le moins critique à l'égard de la rencontre de Varsovie. » (5 AG 3, carton 996, note de Leclercq, 15 septembre 1980.)

80 « Discours prononcé par le Premier ministre britannique Madame Margaret Thatcher à l'occasion du colloque du Conseil franco-britannique », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 4, 1980, p. 995-1003.

81 Kenneth Kaunda est le premier président de la république de Zambie indépendante, de 1964 à 1991.

82 Julius Nyerere est le premier président de la Tanzanie, de 1964 à 1985.

83 Seretse Khama est le premier président de la République du Botswana, de 1966 à 1980.

certain courant d'influences britanniques en Afrique que l'on peut qualifier d'*esprit de club*⁸⁴.

294

Les conséquences catastrophiques du premier choc pétrolier pour la majorité des anciennes colonies de la France et de la Grande-Bretagne ne pouvaient par conséquent pas laisser ces dernières indifférentes. La crise économique qui s'ensuit engendre une redistribution des cartes entre les pays industrialisés, les pays pétroliers et les autres et donne naissance à la réflexion sur un nouvel ordre économique mondial. Valéry Giscard d'Estaing lance des initiatives en direction du tiers-monde. La nomination de Louis de Guiringaud au poste de ministre des Affaires étrangères en 1976 illustre l'orientation nouvelle, Nord-Sud, que Giscard donne à la politique étrangère française. En effet, le représentant permanent de la France aux Nations unies a passé la plus grande partie de sa carrière sur l'Afrique et l'Asie. Il s'est fixé trois objectifs : la recherche d'un nouvel ordre mondial, la confiance envers l'ONU et l'extension de la coopération vers l'Afrique non francophone⁸⁵. En 1976, il se rend en Zambie, en Tanzanie et au Kenya. C'est la première fois qu'un ministre français des Affaires étrangères visite des pays anglophones d'Afrique. Il persuade le président français qu'il faut une politique crédible pour toute l'Afrique si l'on veut régler les problèmes de l'Afrique francophone. La mission de la France en Afrique est définie en lien étroit avec son aspiration à jouer encore un rôle dans le monde : « L'Afrique est le seul continent qui soit encore à la mesure de la France, à la portée de ses moyens, le seul où elle peut encore, avec cinq-cents hommes, changer le cours de l'histoire⁸⁶. »

Aux responsabilités que Paris et Londres cherchent à assumer à l'égard du Sud, s'ajoute la volonté du président français d'organiser un nouvel ordre économique mondial. La création du G5 permet d'aborder la réflexion à l'échelle mondiale et de mesurer l'interdépendance nouvelle entre les pays développés et les autres. Ce forum est l'occasion pour les Français et les Britanniques de mesurer leurs responsabilités communes. James Callaghan témoigne de cette convergence lors du premier sommet économique mondial qui se tient à Rambouillet en 1975 :

Wilson fait un rapport sur les effets désastreux de l'augmentation des prix du pétrole sur les pays en voie de développement. C'est ce que nous avons entendu de la part des chefs des pays du Commonwealth à la conférence de Kingston en Jamaïque. Ils nous ont convaincus de les aider. Giscard partage cette conclusion mais Schmidt est plus sceptique, du fait de l'absence de liens économiques et

84 ADMAE, carton 4449, note du 30 octobre 1978, « La Grande-Bretagne et l'Afrique ».

85 Lucien Bély, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis & Maurice Vaïsse (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères (1589-2004)*, Paris, Fayard, 2005, p. 596.

86 Louis de Guiringaud au journal *L'Express*, 22 décembre 1979.

historiques avec un empire. Peu de décisions ont été prises mais nous sommes partis mieux informés des facteurs politiques et économiques et des facteurs internationaux qui gouvernent nos politiques et celles des autres et avec la conviction qu'aucun des six ne réglera ses problèmes sans les autres⁸⁷.

L'importance nouvelle des Sud dans les années 1970 se traduit dans la renégociation d'accords existants, tels les accords de Lomé, ou dans le lancement de projets, tels ceux de la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) ou du « trilogue ». Différentes échelles sont mises en œuvre pour les mener à bien : échelles bilatérale, communautaire, européenne ou mondiale.

L'avenir de la coopération, des visions différentes à Paris et à Londres

La volonté d'assumer leurs responsabilités d'anciennes puissances coloniales conduit la France et la Grande-Bretagne vers la politique de coopération. Pour la France, c'est aussi un moyen d'exercer le rayonnement qui remplace la puissance perdue dans la décolonisation. La CEE constitue un cadre privilégié pour les nouveaux rapports Nord-Sud, grâce à cette politique de coopération qui se trouve au cœur de la politique étrangère mondialiste de Valéry Giscard d'Estaing⁸⁸. La politique de coopération est relancée dans les années 1970 pour répondre à la crise économique qui frappe durement les pays du Sud. Elle devient un aspect du dialogue Nord-Sud que le président français veut développer. Elle revêt aussi un caractère politique, grâce au cadre communautaire en particulier. En effet, l'aide dispensée par la CEE, notamment par le biais du Fonds européen de développement, doit permettre aux pays du Sud d'échapper à l'emprise soviétique. De plus, Valéry Giscard d'Estaing inscrit son action dans la continuité de ses prédécesseurs : proposer une nouvelle voie aux pays en développement, mettre fin à la bipolarisation en faisant émerger des pays non alignés. La manière dont la présidence française envisage le mode de relations avec les anciennes colonies reflète ces ambitions. Pour raccrocher le continent africain à l'Europe, la politique communautaire représente un instrument privilégié. Claude Cheysson, commissaire en charge de la coopération et du développement de 1973 à 1981 souligne l'importance de l'enjeu communautaire, bien compris par les Britanniques : « Ma fonction principale est d'être en charge des relations Nord-Sud. Cela se place à un moment où doit être traitée d'urgence la relation entre la CEE et l'Afrique noire. Les Anglais, dans les négociations préparatoires à leur adhésion, ont obtenu un

87 James Callaghan, *Time and Chance*, *op. cit.*, p. 480-481.

88 Le traité de Rome avait mis en place un régime d'association.

engagement que leurs colonies et ex-colonies en Afrique soient traitées comme les françaises, belges et italiennes en Afrique noire⁸⁹. » Claude Cheysson souligne la complexité du problème avec l'Angleterre qui a obtenu aussi la promesse que le système de libre-échange mis en place par la convention de Yaoundé⁹⁰ serait étendu aux colonies ou ex-colonies des Caraïbes et du Pacifique. Certains pays africains dénoncent alors une forme de colonialisme. Le libre-échange imposé par Yaoundé supprime les recettes douanières précieuses pour ces pays, les produits manufacturés d'Europe entrant librement, les empêchant de développer les productions correspondantes. Les accords de Lomé vont corriger ce problème grâce au Stabex qui met en place un système de préférence unilatéral⁹¹.

296

Si beaucoup d'intérêts lient les Français et les Britanniques, des divergences les opposent sur l'évolution de la politique de coopération. De même que c'est leur histoire qui les rapproche, c'est aussi leur histoire qui les oppose : alors que les Français veulent conserver au continent africain la primeur de l'aide communautaire, les Britanniques revendiquent une « politique de Lomé » pour l'Asie. La renégociation des accords de Lomé à partir de 1977 fait donc l'objet de discussions tendues entre Paris et Londres. Les Britanniques définissent le « concept euro-africain » propre à la France comme « une partie de leur approche géostratégique des relations étrangères » : « Leur attachement à l'Afrique n'est pas seulement une question d'histoire partagée et de langue ; les intérêts économiques, particulièrement la perspective d'approvisionnement en matières premières constitue un facteur essentiel et croissant. Les Français sont contre une politique globale d'aide aux plus pauvres qui signifierait un partage entre pays les plus pauvres d'Asie du Sud⁹². » Les Britanniques opposent au concept « euro-africain » de la France une « politique d'aide aux plus pauvres », définie dans le livre blanc de 1975 et qui développe deux objectifs principaux : « obtenir un meilleur rendement pour l'argent dépensé à Lomé et élaborer un programme parallèle d'aide aux pays non associés⁹³ ». Les Français craignent que les Britanniques ne profitent de la renégociation des accords de Lomé pour faire triompher leurs idées. Ils s'opposent à la mise en place d'aides nouvelles sous couvert de la Communauté, afin de protéger les acquis des anciennes

89 Gérard Bossuat, *Faire l'Europe sans défaire la France. Soixante ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005, p. 446.

90 Accords commerciaux Europe-Afrique de Yaoundé signés le 20 juillet 1963 et renouvelés le 29 juillet 1969.

91 Le Stabex, stabilisation des recettes d'exportation, est créé en 1975 par les accords de Lomé. Si la recette d'un pays diminue par rapport aux années précédentes, la CEE paie la différence.

92 NA/FCO 98/337, entretiens entre le ministre d'État britannique Franck Judd et le ministre d'État au ministère français des Affaires étrangères Jean-François Deniau, 23 janvier 1978.

93 *Ibid.*

colonies françaises. Il existe donc des désaccords profonds entre Paris et Londres sur l'avenir de Lomé. À Chequers, Owen a émis le souhait que la politique de coopération soit soumise à conditions : une clause sur le respect des droits de l'homme serait incluse dans le nouvel accord. Cependant, Guiringaud refuse cette forme d'« ingérence »⁹⁴. L'échelle bilatérale s'insère dans le cadre communautaire sous l'impulsion des Français et des Britanniques, poussés par des objectifs différents. Les Britanniques cherchent à utiliser au mieux le sommet bilatéral pour mettre en place une stratégie commune susceptible de préserver les intérêts communs. C'est l'objectif du Foreign Office dans la perspective de la renégociation des accords de Lomé qui se tient après le sommet de Chequers. L'ambassadeur Henderson se réjouit ainsi du rapprochement constaté entre Owen et Guiringaud en décembre 1977 : « C'est un début encourageant ; nous devons faire avancer les discussions avec les Français car en février ou mars la discussion interne à la CEE portera sur Lomé II⁹⁵. » Il faut aborder les questions délicates au cours des entretiens bilatéraux entre les ministres d'État, dans la continuité des discussions constructives de Chequers. Il s'agit de désamorcer les conflits à deux, avant Bruxelles. Le renouvellement des accords de Lomé est négocié dans un contexte dangereux, « au moment où l'évolution de la situation en Afrique peut affecter de manière sensible les intérêts politiques, économique, voire stratégiques, de l'Europe⁹⁶ ». Le sommet franco-britannique a donc un rôle clé à jouer : « Il serait opportun qu'avant l'ouverture de ce dossier à Bruxelles, Giscard et Callaghan marquent leur accord sur l'orientation politique et la conception générale de son instrument d'application⁹⁷. »

Le président français aime parfois sortir du cadre communautaire : il propose de créer un « fonds spécial Afrique » et compte sur le soutien des Britanniques mais ces derniers, méfiants à l'égard des initiatives françaises, préféreraient qu'elles passent par la CEE. Cependant, le contexte international et l'évolution politique du continent africain favorisent le rapprochement entre Paris et Londres. Les Français ont besoin des Britanniques et réciproquement. La stratégie de *linkage* se déploie pleinement ici, d'autant plus que les intérêts politiques sont de plus en plus liés aux intérêts économiques. C'est ce qu'explique Valéry Giscard d'Estaing pour justifier le fonds spécial à destination de l'Afrique. Le premier objectif est de « promouvoir la stabilité en Afrique et de renforcer les gouvernements modérés⁹⁸ ». Il s'agirait d'un fonds initial d'un milliard de dollars sur cinq ans, répartis entre les États-Unis (40 %), la France et

94 *Ibid.*

95 NA/FCO 98/337, Henderson, 13 janvier 1978.

96 ADMAE, carton 4436, note du 7 décembre 1977.

97 *Ibid.*

98 NA/FCO 98/337, note du 23 février 1978.

l'Allemagne (20 % chacune), la Grande-Bretagne (15 %) et la Belgique (5 %). Les Britanniques ont calculé que le fonds coûterait à la Grande-Bretagne seize millions de livres par an. Le Foreign Office souligne les problèmes soulevés par ce fonds :

Nous avons des intérêts majeurs en Afrique et nous voulons être associés à toute initiative susceptible de stopper l'érosion des positions occidentales ici. De plus, nous ne voulons pas heurter les Français en Afrique. Les Français nous ont aidés sur l'Ouganda. Nous avons besoin de leur soutien pour un règlement en Rhodésie et les Américains leur ont demandé de contribuer au fonds de développement du Zimbabwe. D'un autre côté, l'Afrique est déjà beaucoup aidée. Nous partageons l'inquiétude des Allemands sur les implications du Fonds pour la Communauté, où il peut y avoir un duplicata de l'aide existante par la convention de Lomé. Cette question va aussi à l'encontre de notre objectif selon lequel, dans les questions Nord-Sud, la Communauté doit essayer d'agir unie⁹⁹.

298

Les Britanniques sont donc tiraillés entre des intérêts contradictoires, conscients des implications que pourrait entraîner un refus de participer à ce fonds. Ils restent donc évasifs, jugeant l'idée « intéressante ». De leur côté, les Français, qui s'intéressent désormais à toute l'Afrique, selon la « nouvelle politique africaine »¹⁰⁰ menée par Giscard, ont besoin du soutien britannique : « En essayant pour la première fois d'établir un dialogue politique avec l'Afrique anglophone, la France fait face à l'hostilité africaine contre sa fourniture d'armes à l'Afrique du Sud et son aide militaire. Les difficultés françaises en Afrique du Sud font que la France a besoin de positions communes avec Londres sur la politique africaine. Il y a donc un besoin plus grand d'une coopération bilatérale sur l'Afrique¹⁰¹. » Les Britanniques notent avec satisfaction que les problèmes rencontrés par la France en Afrique du Sud jouent en leur faveur : « Maintenant, les Français devraient avoir les mêmes objectifs que nous et chercher à obtenir un règlement en Namibie et à gérer le problème délicat de la relation future de l'Europe avec l'Afrique du Sud. Nous devrions aussi pouvoir nous assurer le soutien français dans notre recherche d'un règlement de paix en Rhodésie¹⁰². » Le Foreign Office souligne les conséquences de la participation de la France au travail des cinq membres occidentaux du conseil de sécurité de l'ONU sur la Namibie : « Ceci a donné à la France une voix dans l'avenir

99 *Ibid.*

100 NA/FCO 98/337, rapport diplomatique n° 274/77, Nicholas Henderson, « La nouvelle politique française à l'égard de l'Afrique », 7 octobre 1977.

101 *Ibid.*

102 *Ibid.*

d'une région d'Afrique qui n'intéressait pas la France jusque-là¹⁰³. » Cette évolution est encouragée par les Britanniques qui cherchent à se démarquer de l'influence américaine. Les intérêts de Paris et de Londres coïncident : « Les positions françaises rejoignent les positions britanniques contre l'activisme de la mission américaine auprès de l'ONU qui prône une politique plus ferme à l'égard de Pretoria¹⁰⁴. » Les Français remarquent que « l'Afrique est le lieu de la consultation la plus étroite et des tensions les plus grandes entre la Grande-Bretagne et les États-Unis¹⁰⁵ ». L'évolution du contexte, propice aux tensions entre Londres et Washington, pousse les Britanniques à s'assurer le soutien des Français.

La CCEI & le « trilogue » : l'articulation entre les échelles de négociation, bilatérale, communautaire, mondiale

Comme le rappelle Henri Froment-Meurice, l'échelle mondiale est utilisée par Valéry Giscard d'Estaing pour répondre au défi du choc pétrolier et y inscrire le nouvel ordre économique mondial, le président français étant « convaincu que l'effort de coopération internationale devait être tenté pour ramener de l'ordre dans le système des échanges internationaux » et amener « les pays de l'OPEP à négocier »¹⁰⁶. C'est dans ce but que le président français lance le dialogue Nord-Sud avec l'organisation de la Conférence sur la coopération économique internationale, (CCEI), qui se tient de décembre 1975 à juin 1977 et qui réunit vingt-sept États¹⁰⁷. Henri Froment-Meurice, qui dirige alors les affaires économiques et financières au Quai d'Orsay¹⁰⁸, est chargé de l'organiser. Il témoigne des divergences qui apparaissent rapidement avec les Britanniques, même si ces derniers sont d'accord avec l'idée préexistante à la CCEI. En effet, les motifs semblent judicieux à leurs yeux et l'analyse du contexte identique à celle menée en France :

Nous avons beaucoup en commun. C'est le résultat de notre expérience d'anciennes puissances impériales. Nous devons rester en contact à la fois au plan bilatéral et au sein de la Communauté et dans l'OCDE, non seulement pour développer notre coopération, essentielle si nous devons trouver la réponse collective des pays développés pour instaurer un nouvel ordre économique mondial, et aussi pour prévenir nos désaccords¹⁰⁹.

103 *Ibid.*

104 ADMAE, carton 4449, note du 30 octobre 1978.

105 *Ibid.*

106 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai, op. cit.*, p. 400.

107 Neuf États occidentaux, neuf États exportateurs de pétrole et neuf États du tiers-monde.

108 De mars 1975 à mai 1979.

109 NA/FCO 33/2896, note du 5 novembre 1976.

Cependant, le Foreign Office, qui déplore que les initiatives viennent toujours de la France, craint que cette dernière n'en retire trop de gloire¹¹⁰. La composition de la conférence soulève le problème de la représentation des Européens, « la suggestion avancée par Giscard que la CEE pourrait ne disposer que d'un seul siège et parler d'une seule voix [faisant] horreur à certains, surtout à Londres¹¹¹ ». Henri Froment-Meurice témoigne du climat particulièrement hostile entretenu par les Britanniques, qualifiés d'« odieux » durant les conférences préparatoires : « De tout ce qui répugnait au Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères, dans notre dialogue, le pire était certainement que la Grande-Bretagne, devenue producteur grâce à la mer du Nord, pût ne pas y avoir sa place à elle, alors que le principal objet était précisément le pétrole¹¹². » Sur le sujet sensible du pétrole, la convergence franco-britannique n'est plus du tout d'actualité. Et l'allié américain reste précieux. Henri Froment-Meurice évoque le recours des Britanniques à deux éléments majeurs de leur stratégie traditionnelle de négociation : activer la « relation spéciale » avec les États-Unis et pratiquer le marchandage pour faire prévaloir l'intérêt national. Ainsi Kissinger joua-t-il « un jeu trouble : appui discret aux intrigues de Callaghan, en échange de son soutien à l'instauration d'un prix minimum de sauvegarde pour le pétrole¹¹³ ». Les Britanniques durent finalement céder et accepter la représentation communautaire¹¹⁴. Malgré ces difficultés et le semi-échec qui conclut la CCEI, on peut souligner l'originalité de ce dialogue qui sortait de l'ordinaire des précédents de type onusien et visait à suggérer une méthode plus efficace de traitement des problèmes¹¹⁵. Le dialogue Nord-Sud entre dans une nouvelle phase en 1979 avec la proposition dite des 77, déposée par 77 pays devant le Comité plénier de l'ONU le 15 septembre 1979. Les pays non alignés proposent une négociation globale sur les matières premières, l'énergie, le commerce, le développement et les questions monétaires et financières. Cette initiative met au jour la spécificité de la position britannique à l'origine des divergences entre Paris et Londres. Le Quai d'Orsay souligne l'importance de l'énergie dans la négociation : moteur de la croissance et du développement, elle doit constituer une priorité dans les matières à discuter. Mais les Britanniques voient les choses autrement, « n'estiment pas opportun de parler d'énergie dans ce cadre ; car il s'agit dans leur esprit d'un problème qui dépasse le dialogue

110 « Au sein de la CCEI, les Français veulent jouer un rôle prédominant. Ils veulent se démarquer des Américains. » (*Ibid.*)

111 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai, op. cit.*, p. 412.

112 *Ibid.*, p. 419.

113 *Ibid.*, p. 422.

114 Au Conseil européen de Rome du 1^{er} décembre 1975, sous la pression communautaire et notamment celle des Allemands.

115 Henri Froment-Meurice, *ibid.*, p. 428.

Nord-Sud ; car ils cherchent à éviter les contraintes qui pèseraient sur eux au double titre de pays producteur et de pays industrialisé¹¹⁶ ».

Le président français reprend l'initiative avec une autre proposition qui confirme le caractère mondialiste de sa politique étrangère et son attachement au concept d'interdépendance entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Il s'agit du « trilogue », qui doit permettre de combiner les capacités de production occidentales, les matières premières d'Afrique et le pétrole du Moyen-Orient. Au cours de sa conférence de presse du 15 février 1979, Valéry Giscard d'Estaing propose l'organisation d'un dialogue entre les grands ensembles organisés que sont la Ligue arabe, l'Organisation de l'Unité africaine et l'Europe. La France doit obtenir le soutien de la Grande-Bretagne pour la réussite de ce projet. Il s'agit d'un enjeu important en raison de la large sphère d'influence du Royaume-Uni en Afrique et au Moyen-Orient. La négociation bilatérale se trouve donc au cœur des préoccupations françaises. Ainsi le trilogue apparaît-il à l'ordre du jour du sommet franco-britannique de novembre 1979. Les enjeux de ce projet sont soumis aux Britanniques dans la perspective du sommet :

La Grande-Bretagne a des raisons politiques aussi bien qu'économiques d'appuyer notre initiative : le gouvernement Thatcher a engagé tout son prestige dans le règlement de l'affaire rhodésienne. La Grande-Bretagne joue au même titre que nous un rôle actif dans la recherche d'une solution en Namibie. L'intérêt britannique pour la région du Golfe et du Moyen-Orient n'a pas besoin d'être rappelé. La mise sur pied d'une charte de sécurité et de développement adaptée à la nouvelle situation de la région pourrait donc constituer pour les Britanniques une occasion de consolider et d'étendre les efforts nombreux qui sont déjà les leurs. Sur le plan économique, le Royaume-Uni est l'un des pays européens les plus engagés dans la région : les exportations britanniques vers l'Afrique de l'Organisation de l'Unité africaine en 1978 excèdent de 43 % celles vers l'ensemble de l'Asie du Sud et du Sud-Est¹¹⁷.

L'échelle bilatérale doit donc permettre de convaincre les Britanniques du bien-fondé de ce projet et éloigner leurs craintes habituelles. Les entretiens entre les responsables des Affaires étrangères suivent cet objectif, le ministère français prévoyant qu'il serait possible de « défendre auprès de Carrington l'idée que le trilogue ne s'oppose pas au développement des relations avec d'autres régions du monde, le Commonwealth en particulier, mais constitue une

116 ADMAE, carton 4449, note du 12 novembre 1979.

117 ADMAE, carton 4449, CAP, note du 8 novembre 1979.

contribution à l'amélioration des relations Nord-Sud en général¹¹⁸ ». Le conseil franco-britannique représente une autre enceinte pour souligner les intérêts communs aux deux pays. Le trilogue est évoqué au colloque qui se tient sous ses auspices à Bordeaux en septembre 1980. Une commission travaille sur le dialogue Nord-Sud. C'est l'occasion de rappeler les raisons qui poussent Français et Britanniques à dialoguer avec les pays en voie de développement : « Historiques (plus de la moitié des pays en voie de développement sont associés à la France ou à la Grande-Bretagne), politiques (refus d'un monde bipolaire), culturelles (l'anglais et le français sont de grandes langues de communication), économiques (complémentarité), morales (solidarités envers les plus faibles)¹¹⁹. » Si la priorité accordée au continent africain est reconnue, le Moyen-Orient est présenté comme un complément naturel :

Géographiquement, politiquement et économiquement, la France et la Grande-Bretagne sont de plus en plus liées au Moyen-Orient. Depuis que la crise de l'énergie a accru leur dépendance à son égard, provoqué leur appauvrissement relatif et fait apparaître dans la région de nouveaux riches, toute solution au problème du développement des pays les plus pauvres ne passe-t-elle pas par la mobilisation des pétrodollars¹²⁰ ?

En conclusion du colloque de Bordeaux, la commission qui travaille sur les questions Nord-Sud émet des suggestions : convocation de réunions plus spécifiques d'experts des deux pays, notamment sur les questions africaines, promotion d'un dialogue plus approfondi entre Europe et monde islamique, création d'un Institut européen d'études du développement. En outre, cette commission réfléchit aux échelles du dialogue : « Comment le dialogue peut-il et doit-il être organisé ? De façon bilatérale ? Entre la CEE et certains pays en développement pris individuellement ? De façon multilatérale ? Mondiale¹²¹ ? »

118 ADMAE, carton 4431, entretiens entre François-Poncet et Carrington, Londres, 19 décembre 1980.

119 ADMAE, carton 4450, travaux de la commission D au colloque de Bordeaux, 19-21 septembre 1980, document d'introduction.

120 *Ibid.*

121 *Ibid.*

Annexes

ENTRETIEN
AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE JEUDI 20 SEPTEMBRE 2012

Paris, rue Bénouville (xvi^e arrondissement)

Parmi les Premiers ministres britanniques qui se succèdent au cours de votre septennat, Harold Wilson, James Callaghan puis Margaret Thatcher, avec lequel avez-vous le plus facilement négocié ?

Wilson était difficile et déplaisant, mauvais humainement. Les réunions européennes étaient difficiles avec lui. Il était en fin de règne. Il ne cherchait pas à améliorer les relations.

Callaghan était pro-européen, ou plutôt intéressé par l'Europe. Il était courtois, cherchant à améliorer les relations.

Les relations étaient difficiles avec Thatcher. Elle voulait constamment affirmer sa supériorité, surtout la supériorité des femmes sur les hommes. C'était son caractère : elle voyait les négociations comme une bataille, avec vainqueurs et vaincus. Donc, ce qui était déplaisant, c'est qu'après une négociation dans laquelle tout le monde y avait trouvé son compte, elle affirmait publiquement avoir gagné sur les autres.

Pour le président, les deux pays les plus semblables sont le Royaume-Uni et la France :

Tradition monarchique, même culture intellectuelle, vieille démocratie, similitudes au niveau social, pays ayant eu un empire colonial et donc des responsabilités mondiales.

Mais les Britanniques ne voulaient pas d'une union contraignante (sauf peut-être Edward Heath).

Quels étaient les sujets les plus délicats que vous aviez à traiter avec les Britanniques ?

Pendant son mandat, deux moments importants de négociations :

Négociations monétaires (Jenkins, Callaghan). Callaghan n'y était pas complètement opposé mais n'a pas participé.

Négociations avec les États-Unis en matière de défense (euromissiles/SS 20). À la conférence de la Guadeloupe, Callaghan s'est montré très coopératif.

Il y a eu aussi l'affaire Thatcher, l'affaire irritante de son « I want my money back ». La situation était en trompe l'œil car d'apparence le Royaume-Uni était en déficit avec la CEE, à cause de ses droits de douane. C'était une période de tension, Thatcher avait un ton désagréable.

La France a-t-elle imposé ses vues au Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas trop de contradiction entre les objectifs des deux pays. La France traitait plutôt de la construction européenne avec l'Allemagne et des affaires mondiales avec les Britanniques.

Qui a eu l'idée des rencontres régulières entre chefs d'État et de gouvernement et ministres français et britanniques (les sommets franco-britanniques) ?

310

C'était une idée de Pompidou. C'était une bonne idée, même s'il n'y avait pas de substance très intense, c'étaient des occasions de parler. C'étaient des rencontres plus détendues, moins formelles qu'avec les Allemands. Souvent, on choisissait des lieux avec des possibilités de détente (Rambouillet, la maison de campagne du Premier ministre britannique). Il n'y avait pas de conflit car chacun savait ce que voulait l'autre (par exemple l'accord monétaire européen en 1978). Vis-à-vis de la construction européenne, les Britanniques freinent mais veulent en être.

Le président français souligne qu'il apprécie la diplomatie britannique car elle a deux qualités principales :

Rapidité de circulation de l'information ; aisance de la mise en commun des informations (entre services).

Il conclut :

C'est une diplomatie très rapide.

La visite d'État de juin 1976 a été décrite à l'époque comme marquant un tournant historique dans les relations franco-britanniques. Qu'en avez-vous pensé à l'époque ? Et dans les années qui suivirent ?

Cette visite fut merveilleuse, avec un temps caniculaire. J'avais beaucoup de considération, de sympathie, pour la reine. Nous avons exactement le même âge, ce qui nous rapproche, crée des liens. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, a tout organisé. C'est une visite sans grande portée. Il y eut un seul moment pénible : le discours à la Chambre, car tout le monde s'attendait à ce que je parle mal anglais. Avec la reine, nous avons échangé des cadeaux lors du dîner à Buckingham. Je vous livre une anecdote : l'ambassadeur britannique en France m'a demandé ce qui me ferait plaisir. Je ne savais pas trop quoi dire ; le montant

du plafond autorisé pour les cadeaux d'État était d'environ cinq mille francs. Je finis par demander un chien. Ce chien viendra d'une portée d'une chienne de la reine. Après Londres, la visite d'État s'est poursuivie en Écosse avec un dîner au château royal à Édimbourg dans une ambiance détendue.

Par rapport à vos prédécesseurs, avez-vous insufflé un changement avec le Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas de contentieux (Pompidou avait permis au Royaume-Uni de rentrer dans la CEE) mais de la distance. (Pompidou n'aimait pas l'Allemagne.) Avec lui, l'ambiance se réchauffe.

Quels moyens utilisiez-vous pour communiquer avec le Royaume-Uni ?

Peu le téléphone, ce qui faisait une grande différence avec Helmut Schmidt, mais c'est logique car la France et la RFA s'étaient engagées à se consulter et à ne pas afficher de position différente, il fallait donc constamment se parler. Il n'y avait pas besoin de communiquer beaucoup car il y avait peu d'objectifs communs. La voie diplomatique classique était utilisée.

Jean François-Poncet était le plus anglophile de mes ministres des Affaires étrangères. J'avais de bonnes relations avec Henderson, mais avec ses prédécesseurs aussi. Les ambassadeurs britanniques avaient toujours quelque chose qui les rattachait à la France (une femme, une résidence secondaire...), ce qui facilitait les conversations.

Le Conseil franco-britannique avait peu ou pas d'influence.

Les Britanniques étaient-ils plus antisoviétiques que vous ?

Le président ne répond pas de manière tranchée :

Idéologiquement, c'est assez difficile à dire : Peut-être un peu plus. Il y avait un débat à l'ONU sur le désarmement et des propositions sur les moyens de contrôle. J'ai fait des propositions au niveau européen. Le Royaume-Uni n'était pas enthousiaste à cause de ses liens avec les États-Unis.

Comment fonctionnait le triangle Paris-Londres-Bonn ?

C'est une idée qui n'est pas pertinente, elle ne fonctionne pas. Ce n'est pas un triangle. Les relations avec le Royaume-Uni et la RFA étaient de même niveau mais sur des sujets différents : avec le Royaume-Uni, le monde ; avec la RFA, l'Europe, l'intégration.

Y a-t-il eu un Premier ministre britannique « européen » ?

Edward Heath autant que nous, décidé à aller aussi loin que nous.

Après lui, personne, même s'ils sont « soft » sur la construction européenne. Jenkins était favorable à un meilleur fonctionnement, une meilleure organisation de la CEE. Jenkins était hostile au système monétaire européen (à cause de la livre, de la politique active de la Banque d'Angleterre).

Sur la politique énergétique :

Il n'y avait pas de différences. Il y a eu une réunion du G7 à Londres sur les quotas d'achat de pétrole. La France et le Royaume-Uni étaient dans des situations différentes car le Royaume-Uni était producteur. Mais il n'y avait pas d'oppositions.

Sur l'Afrique :

Il n'y avait pas de conflit à propos des relations à avoir avec la Rhodésie ou l'Afrique du Sud car c'est clairement la zone d'influence britannique. Les deux pays avaient la même position sur l'apartheid, une position « prudente » pour qu'elle se termine sans engendrer le chaos.

312

Avez-vous été plus anglophile que vos prédécesseurs ?

Oui, je lis en anglais tous les soirs. Ma femme est de culture anglaise. Je ne lis le matin que des journaux de langue anglaise. Dans les négociations, je parlais anglais. Sauf quand les négociations étaient serrées ou techniques, je parlais français et je me faisais traduire car chaque mot compte à ce moment-là.

Y'avait-il des tensions, des conflits entre l'Élysée et le Quai d'Orsay ?

Non, il y avait une bonne communication. Louis de Guiringaud était très anglophile.

Sur le nucléaire :

Il n'y a pas eu de coopération nucléaire avec le Royaume-Uni car les Britanniques dépendaient totalement des États-Unis et la France avait fait le choix de l'indépendance totale. Il n'y a eu aucune volonté de la France ou du Royaume-Uni pour un projet européen sur ce sujet.

Sur l'aéronautique :

Dans le domaine de l'espace, les Britanniques se sont impliqués mais n'ont pas beaucoup participé. Sur Airbus, le projet était franco-allemand à la base ; il a fallu faire une place au Royaume-Uni et donc déterminer la part des avions à réaliser par eux (15 % dans le système).

Les questions agricoles ont-elles gêné les relations franco-britanniques ?

Oui, car ils trouvaient que la PAC coûtait trop cher, même s'ils en profitaient aussi. Il y avait un désaccord permanent. Ils remettaient ça sur la table chaque année au moment du vote du budget alors que la France voulait l'application simple du traité.

Y a-t-il eu un rapprochement britannique vers l'Europe à cause de la diminution de la relation spéciale avec les États-Unis ?

C'est difficile à dire. Il faudrait demander aux Britanniques. Je pense qu'à terme, les Britanniques rejoindront l'Europe sur la monnaie (dans une quarantaine d'années) car les États-Unis vont s'éloigner de plus en plus du modèle anglo-saxon et donc le Royaume-Uni sera amené à se rapprocher de l'Europe.

Les Britanniques avaient-ils une vision de l'Europe dans les années 1970 ?

Non, même Churchill n'en avait pas. À la rigueur peut-être Heath.

Remarques sur les acteurs de l'époque :

Gabriel Robin était très loyal, même s'il était assez « anti-OTAN » et de culture gaulliste. Claude Pierre-Brossolette, à l'époque secrétaire général de l'Élysée, ne s'occupait que des affaires internationales. Je le voyais tous les jours. Il recevait les ambassadeurs. Il traitait les télégrammes à me présenter. Il avait un bureau au même étage que moi.

DISCOURS DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING
AU PARLEMENT LE 23 JUIN 1976

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, je vous remercie des paroles que vous venez de prononcer pour m'accueillir dans ce palais de Westminster qui est, pour le peuple britannique, un haut lieu de son histoire et de ses institutions, et qui demeure pour le monde entier, et pour nous autres Français, le symbole d'une réussite inégalée dans l'art, pour les hommes libres, de se gouverner eux-mêmes. Parmi les vertus de votre Parlement, celle qui me paraît la plus digne d'admiration est la capacité qu'il a montrée, à chaque époque, de s'adapter aux temps nouveaux. Son rôle, sa composition, son équilibre interne se sont constamment modifiés depuis ses origines. Né d'une réaction de résistance à l'arbitraire du pouvoir, il s'est fait l'éducateur de la démocratie avant de s'en faire l'expression. Il a ouvert progressivement ses rangs à toutes les classes de la nation, et a toujours été assez sage pour consentir à temps aux réformes nécessaires. Il n'est pas étonnant que la nation britannique lui garde sa confiance. C'est à lui qu'elle doit, pour une large part, d'avoir traversé les siècles, comme ces navigateurs assez habiles pour tirer parti des vents contraires aussi bien que des vents favorables. Cette aptitude à s'adapter sans cesser d'être soi-même, cette faculté d'accepter le changement sans perdre la continuité sont les signes qui distinguent la vigueur des institutions. Elles sont aussi la marque des peuples forts. Si j'en parle aujourd'hui, c'est qu'elles me paraissent également nécessaires à nos deux pays pour s'adapter à une autre époque sur laquelle souffle ce que l'un de vos anciens Premiers ministres a appelé avec justesse le vent du changement. Or, ce vent, pour une fois, il ne souffle pas au travers de la Manche, d'un de nos pays vers l'autre, il vient de l'extérieur, et au lieu de nous éloigner, il nous rapproche. On peut parler sans fin des rapports de la Grande-Bretagne et de la France. On est sûr de faire sourire en évoquant l'histoire de cette très ancienne amitié, vaguement entrecoupée de huit siècles de rivalités et de guerre. Au xvi^e siècle, votre poète Philip Sidney en donnait la meilleure définition : « *That sweet enemy, France* ». Je noterai seulement que ce long antagonisme est pratiquement inséparable de la formation de nos personnalités historiques, et de même que l'adolescent se forme par antagonisme, de même les plus anciens États historiques d'Europe, je veux dire la France et la Grande-Bretagne, se sont largement constitués en s'opposant, ce qui est d'ailleurs une façon de s'appuyer l'un sur l'autre. Je n'abuserai pas de ce thème bien connu, si ce n'est pour vous

dire ceci : les motifs qui ont été à l'origine de la rivalité séculaire de nos deux pays sont ceux qui nous invitent aujourd'hui puissamment à nous rapprocher et à nous entendre. Je veux dire : le voisinage et la similitude de nos ambitions.

316

Le voisinage vient de prendre une forme organisée : celle de notre participation, pour la première fois dans notre histoire, à une même institution : la Communauté économique européenne. Depuis l'ouverture de la négociation d'adhésion en 1970, jusqu'au référendum de 1975, la Grande-Bretagne a annoncé, puis confirmé son choix historique. La France qui s'était interrogée, vous le savez, sur le sens de votre volonté, se réjouit d'être désormais votre partenaire. Depuis treize ans, nous avons dialogué des deux côtés de la porte, ce qui explique d'une part que nous nous soyons relativement peu rencontrés, et d'autre part que nous ne nous soyons pas toujours compris. Aujourd'hui, les données sont différentes. Nous souhaitons avoir avec vous des rapports aussi actifs et aussi confiants que ceux que nous entretenons avec nos premiers partenaires du Marché commun. Aussi, je souhaite que nous convenions d'organiser, avec votre Premier ministre, une rencontre annuelle régulière de nos deux gouvernements. Celle-ci serait complétée par un calendrier de consultations politiques, au niveau des ministres des Affaires étrangères, et des réunions appropriées de hauts fonctionnaires. Au sein de la Communauté, nous devons accroître nos relations bilatérales. Respectables mais insuffisantes sur le plan du commerce, prestigieuses, grâce au Concorde, mais limitées sur le plan industriel et technologique, nous devons faire plus et mieux. Je souhaite que nos gouvernements recherchent, avant leur prochaine rencontre, des domaines précis de haute technologie et des perspectives commerciales favorables où nous puissions associer nos efforts. La similitude de nos ambitions, source de nos anciennes rivalités, puisque nous voulions faire la même chose, mais l'accomplir à la place de l'autre, peut contribuer au progrès de l'Europe sur deux plans : l'organisation de l'Europe, et la définition de son rôle international. Le débat est ouvert, entre les membres de notre communauté, sur la manière d'organiser l'Europe. C'est un débat nécessaire. En son absence, nous prendrions des décisions dispersées, sans conception d'ensemble. Nous accumulerions des règlements et des administrations dont notre continent est suffisamment pourvu. Mais c'est un débat difficile parce qu'il a été longtemps obscurci et passionné par des querelles de doctrine. Aujourd'hui, après vingt-cinq ans d'une première expérience, nous devrions l'aborder dans le réalisme et la sécurité.

Aucun de nos États ne détient à lui seul une vérité que nous devons, au contraire, rechercher ensemble. C'est un fait, cependant que la longue expérience historique de la Grande-Bretagne et de la France peut être utile à cette recherche. Cette expérience montre que les mécanismes comptent moins que la volonté politique. La Grande-Bretagne s'est passée de Constitution

depuis les origines, la France en a usé un grand nombre, exemples différents, même leçon : l'organisation d'une nation se décrète moins par un traité qu'elle ne se définit progressivement par ses actes. C'est en réunissant l'action de nos gouvernements et en les faisant agir ensemble que nous forgerons notre unité européenne. L'Europe n'a pas jusqu'à présent de réalité politique mondiale. Elle participe assurément à des négociations commerciales et monétaires. Elle contribue largement à certains organismes de développement. Mais sur le plan politique, celui ou se forme, au travers des luttes ou dans la proposition idéologique le destin des peuples, l'Europe est absente ou muette. Nous le savons bien, nous qui avons été conduits par la force de nos ambitions, et par la diversité de nos intérêts, vous plus encore que nous, à participer à tous les problèmes du monde. Puis-je vous dire l'impression profonde que m'a fait, il y a trois ans, le premier trajet qui m'a conduit de Malaisie en Inde, puis au Moyen-Orient, et que j'y ai découvert l'immense capacité de travail et d'organisation que vous avez déployée sur la plus vaste partie du monde. Nous avons renoncé ensemble aux empires et aux impérialismes. Mais nous en avons gardé un intérêt pour les grands problèmes de notre univers et un réseau d'amitié qui nous y associe. Il me paraît utile que nous travaillions ensemble, avec nos partenaires, à donner une présence politique internationale à l'Europe, présence pacifique mais forte d'une expérience qui peut contribuer à dénouer les crises, à réduire les tensions, et à exprimer la vitalité des institutions démocratiques.

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, il ne suffit pas que je vous rende visite pour m'imaginer que nous traversons une circonstance historique. Et pourtant, voici que je suis le premier chef d'État français à être reçu au Parlement britannique depuis que nous faisons partie d'une même organisation. Les Plantagenêts, les Tudors, Charles VI et Charles VII, Henri VIII et François I^{er}, Napoléon, Pitt et Wellington, verraient-ils dans cette réunion la ruine ou la consécration de leurs efforts ? Chercheraient-ils à vaincre ou à s'unir ? Puisque nous voici ensemble, je souhaite que nous apportions une même contribution à l'organisation de l'Europe, faite de nos souvenirs et de notre expérience. Je souhaite que nos deux vieux pays se réjouissent d'entrer dans une époque où ils pourront, sans arrière-pensées, réaliser leur ancienne idée de se rapprocher, de se comprendre et sans doute de s'unir¹.

1 Ce discours est disponible en ligne : <http://discours.vie-publique.fr/notices/767013900.html>.

ANNEXE 3

DÉCLARATION COMMUNE DU 24 JUIN 1976

En anglais. Source : NA/ FO 33/2885

TABLEAU SYNOPTIQUE DES RÉUNIONS :
FRANCE, ROYAUME-UNI, ALLEMAGNE, CE, G7

Les échelles de négociations			
Présidence des Communautés	Type de réunions	Lieu	Date
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin
	G7	San Juan (Porto Rico, États-Unis)	27-28 juin
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Hambourg	5-6 juillet
	CE	Bruxelles	12-13 juillet
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre
	CE	La Haye	29-30 novembre
Royaume-Uni	Sommet franco-allemand	Paris	3-4 février
	G7	Londres	7-8 mai
	Sommet franco-allemand	Bonn	16-17 juin
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre
Danemark	Sommet franco-allemand	Paris	6-7 février
	CE	Copenhague	7-8 avril
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet
	G7	Bonn	16-17 juillet
	Sommet franco-allemand	Aix-la-Chapelle	14-15 septembre
	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre
	CE	Bruxelles	4-5 décembre
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier
	Sommet franco-allemand	Paris	20-22 février
	CE	Paris	12-13 mars
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin
	CE	Strasbourg	21-22 juin
	G7	Tokyo	28-29 juin
Irlande	Sommet franco-allemand	Bonn	1-2 octobre
	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre
	CE	Dublin	29-30 novembre
Italie	Sommet franco-allemand	Paris	4-5 février
	CE	Venise	12-13 juin
	G7	Venise	22-23 juin
Luxembourg	Sommet franco-allemand	Bonn	10-11 juillet
	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre
	CE	Luxembourg	1-2 décembre
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Paris	5-6 février
	CE	Maastricht	23-24 mars

TABLEAU SYNOPTIQUE DES ENJEUX

Enjeux croisés dans les échelles de négociation				
Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin	Déclaration commune: nouvelle coopération, dans une perspective européenne pour agir sur les orientations mondiales
	G7	San Juan (Porto Rico, États Unis)	27-28 juin	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Pays-Bas	CE	Bruxelles	12-13 juillet	Convergence des politiques économiques Interdépendance
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre	Crise (industries traditionnelles) Concurrence du Japon Importations de pétrole Relations Est-Ouest
	CE	La Haye	29-30 novembre	Relations avec le Japon CCEI Commerce international
Royaume-Uni	G7	Londres	7-8 mai	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre	Solidarité monétaire Détérioration des relations commerciales (Japon) Relations Est-Ouest
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre	Problèmes commerciaux internationaux Comité de Coopération industrielle (CCI) Énergie SALT
Danemark	CE	Copenhague	7-8 avril	Relance de l'économie mondiale : stratégie communautaire Croissance des échanges mondiaux Relations avec Japon
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet	SME Énergie Dialogue Nord-Sud
	G7	Bonn	16-17 juillet	Réduction de la dépendance énergétique Libéralisation Intégration des PED

1976

1977

1978

Enjeux croisés dans les échelles de négociation

Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés	
Allemagne	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre	SME NCM Coopération industrielle Détente	1978
	CE	Bruxelles	4-5 décembre	SME : effet stabilisateur sur l'économie mondiale Relations Est-Ouest	
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier	Relations Est-Ouest SALT	1979
	CE	Paris	12-13 mars	Coordination des politiques économiques Énergie Japon	
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin	Énergie SME Conjoncture mondiale	
	CE	Strasbourg	21-22 juin	SME Japon Énergie	
	G7	Tokyo	28-29 juin	Stratégie énergétique commune Plafond d'importations pétrolières Renforcer le GATT Relations Nord-Sud Lutter contre l'inflation	
Irlande	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre	Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs SME Détente	1980
	CE	Dublin	29-30 novembre	Convergence des économies Politique énergétique Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs	
Italie	CE	Venise	12-13 juin	Coopération avec PED Crise économique Énergie	1981
	G7	Venise	22-23 juin	Équilibre à trouver entre approvisionnement et demande d'énergie Relations avec PED Inflation	
Luxembourg	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre	Énergie Industrie Relations Est-Ouest	1981
	CE	Luxembourg	1-2 décembre	Inflation SME : contribution à un nouvel ordre monétaire Innovation et recherche Commerce international	
Pays-Bas	CE	Maastricht	23-24 mars	Politique monétaire : intensifier le dialogue avec États-Unis Restructuration de la sidérurgie Relations Nord-Sud	1981

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE DANS LES SOMMETS

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing				
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques	
Coopération économique bilatérale :				
11-12 novembre 1976 Rambouillet	Industrie :			
	Armement.			
	Aéronautique : avion européen à cent places	Engagement renforcé sur la coopération européenne	Prix plancher du pétrole importé (MSP)	
	Sidérurgie : crise, concurrence japonaise	Pétrole : contrats d'exploitation	Coopération à Superphénix	
	Automobile, chantiers navals, électricité	Collecteur pour le gaz		
	Énergie :			
	Nucléaire			
	Pétrole, gaz			
	Questions communautaires :			
	Énergie			
Pêche				
PAC	Politique énergétique commune UEM	Maintien des MCM		
Approfondissement et élargissement		Coopération politique		
Élections directes du Parlement européen				
Coopération bilatérale :				
12-13 décembre 1977 Chequers	Consultations périodiques entre experts économiques et Comité de coopération industrielle (CCI)			
	Armement : avion de combat tactique; coopération trilatérale			
	Énergie : achats français d'électricité en Grande-Bretagne par câble transmanche	Prépondérance franco-allemande dans Airbus Industrie	Rôle majeur pour la Grande-Bretagne	
	Industrie : aéronautique (avion civil 160 places)			
	Coopération culturelle : échanges, conseil franco-britannique			

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing

Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
12-13 décembre 1977 Chequers	Questions communautaires : Énergie Pêche Aéronautique Situation monétaire PAC Élargissement : Grèce, Portugal, Espagne Défense : GEIP ; garantie nucléaire franco-britannique pour l'Europe ?	Réforme d'Euratom	
	Questions multilatérales : Afrique : Zaïre, Rhodésie Commerce (NCM) SALT et sécurité européenne (missiles de croisière)	« Croissance ordonnée des échanges » Question américano-soviétique	Forum euro-stratégique
24 novembre 1978 Paris	Questions bilatérales : Coopération industrielle		Promouvoir le CCI
	Questions communautaires : Comité des Trois Sages Avenir de l'Europe à la veille de l'élection au suffrage direct Union économique et monétaire (UEM)	Composition et mandat des « trois sages » SME	
	Questions multilatérales : Détente et relations Est-Ouest Désarmement Moyen-Orient Afrique	Conférence européenne sur le désarmement	
19-20 novembre 1979 Londres	Questions bilatérales : Pétrole Nucléaire civil Nucléaire militaire Câble transmanche	Participation à l'exploration off-shore	Coopération avec Framatome
	Questions communautaires : Pétrole : répartition par pays des importations : dialogue producteurs-consommateurs Budget Mouton SME Désarmement	Budget, mouton : questions à traiter au CE uniquement	Budget : assurer les positions britanniques avant le CE de Dublin SME : attendre la stabilisation de la livre après la suppression du contrôle des changes
	Questions mondiales : Pétrole Afrique : Rhodésie, Afrique du Sud Pétrole : forum spécial Place de la France et de la Grande-Bretagne dans le monde Détente	Dialogue producteurs-consommateurs	Afrique : Obtenir le soutien de la France

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing			
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
19 septembre 1980 Paris	Coopération bilatérale :		Libéralisme économique
	Industrie	Baisse des prix du pétrole britannique	Modernisation de la force de dissuasion
	Pétrole		Relance du programme nucléaire
	Nucléaire		
	Questions communautaires :		
Pêche	Budget : à réserver au cadre communautaire		
Mouton			
Beurre néo-zélandais			
Sucre			
	Budget		
Questions mondiales :			Position très ferme à l'égard de l'URSS
	Relations Est-Ouest		

ENTRETIEN
 AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
 LE MERCREDI 22 NOVEMBRE 2017

Paris, rue de Bénouville (xvi^e arrondissement)

Les relations franco-britanniques apparaissent comme une série d'occasions manquées. Vous avez lancé beaucoup d'initiatives, les Britanniques relèvent la présence d'une vision de l'Europe qui n'existe pas chez eux. Dans les archives britanniques on trouve pour vous désigner le terme « *The idea's man* ». Tout était-il joué dès le début ?

Les Britanniques ont une vision de l'Europe en fait. Ce n'est pas une vision très explicite (donc pas dans les discours). C'est plutôt une espèce de culture. C'est cette vision que j'ai pu observer : d'une part, ils n'aiment pas le continent européen et ne le respectent pas. Ils considèrent que par rapport à eux, à l'éducation, aux différences culturelles, aux bonnes manières... l'Europe est en-dessous d'eux. Et donc, ils veulent bien avoir des relations avec l'Europe, mais ils ne pensent pas qu'ils en font partie. Ils n'ont pas participé aux avancées européennes : Schengen, l'euro, Maastricht... Tout cela vient de leur culture collective, c'est profond en eux.

Depuis dix ans, ils sont de moins en moins européens à cause de leur problème central : l'immigration, qu'ils ont pourtant voulue au départ. Souhaitée pour la main d'œuvre, elle est devenue excessive. Ils ont donc cherché à la limiter. Dès ce moment se répand une campagne selon laquelle l'Union européenne était une prison : on pouvait y entrer mais l'on ne pouvait pas en sortir. J'ai voulu y répondre en rédigeant moi-même un article sur la sortie de l'Union. Cet article est intégré dans le traité de Lisbonne. C'est un article assez simple, qui devrait rendre beaucoup moins compliquée la sortie. Les négociations sont aujourd'hui trop longues, trop compliquées à cause de la Commission. Il y a un problème difficile, et un seul c'est le problème financier.

Avez-vous cru pendant votre septennat que les Britanniques allaient jouer le jeu finalement ? Quand vous avez mené les négociations sur le système monétaire européen par exemple, vous avez laissé la porte ouverte pour que les Britanniques puissent le rejoindre plus tard. Y avez-vous cru ?

Non. Il y a une différence entre espérer et croire. Normalement, comme nous sommes le plus petit continent (face à l'Amérique du Nord, la Chine), il faut

que tout le monde soit ensemble. À propos de l'intégration monétaire, peut-être y arriverait-on un jour, mais j'étais très sceptique.

Dans les années 1970, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE était vue en France comme une chance pour l'Europe ; Jean-Marie Soutou pose la question : « Que pourra être une Europe sans l'Angleterre ? » L'adhésion devait permettre d'accroître le poids de l'Europe dans le monde. Cela a-t-il été le cas selon vous ?

Il n'y a pas de réponse catégorique. La Grande-Bretagne avait une image de solitude, avec une démarche particulière. Par exemple, pour l'entrée de la Turquie, alors que certains pays y étaient opposés, les Britanniques ont multiplié les démarches en faveur de cette entrée. Dans les relations euro-américaines, l'aspect positif était que la Grande-Bretagne était du côté européen dans les négociations, en dépit de sa relation spéciale avec les États-Unis. Le jeu n'était pas faussé ici.

332

La Grande-Bretagne était un obstacle à l'intégration européenne dans un certain nombre de domaines, notamment la défense. Durant votre septennat, avez-vous été bloqué par les Britanniques ?

Non, car on savait qu'ils ne participeraient pas aux projets. C'était négatif pour les petits pays tels que le Danemark ou la Norvège qui étaient retenus par leurs liens traditionnels avec la Grande-Bretagne.

Le chancelier allemand Helmut Schmidt écrit dans son livre *L'Europe s'affirme* (2001) qu'il a été très déçu par les Anglais et très rapidement et il écrit en 2001 qu'il n'attend plus rien d'eux, et que la Grande-Bretagne constitue juste un frein pour l'Europe. À partir de quand est-il devenu si pessimiste ?

Les Allemands étaient plus optimistes que nous sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe. Helmut Schmidt ne voyait pas d'obstacle insurmontable à une bonne intégration. C'était un sujet abordé très souvent avec lui. Helmut Schmidt s'est lassé des Britanniques et a cédé pour apaiser les relations Grande-Bretagne – CEE, même si ce n'était pas justifié.

Vous étiez plus proche de la Grande-Bretagne quant à la place et au poids dans le monde : vous pouviez parler des affaires mondiales. C'était un avantage d'avoir la Grande-Bretagne dans l'Europe ?

Il ne faut pas exagérer le poids des affaires mondiales dans la vie de l'Europe. Ce n'était ni un obstacle ni un atout. Helmut Schmidt ne s'intéressait en dehors de l'Europe qu'à la Chine. Moi-même aussi et un peu à l'Amérique latine. L'Europe pouvait se permettre de gérer son organisation sans pression

extérieure. Mais la globalisation est apparue avec Clinton et son ministre des Finances, un ancien de Goldman Sachs, ce qui signifiait globalisation comme ouverture du monde aux États-Unis.

Avec le Brexit, pensez-vous que l'Europe va s'affaiblir ? Ou au contraire est-ce une chance à saisir ?

Elle s'affaiblit un peu en poids, par le nombre d'habitants, un tissu industriel... En sens inverse, un handicap est levé pour courir plus vite : l'intégration européenne est libérée d'un poids. Entre Maastricht et le traité de Paris, la Grande-Bretagne n'a cessé de jouer le mauvais rôle. Le Brexit dépouille la démarche européenne de l'un de ses obstacles, elle était devenue compliquée. La volonté européenne devient plus unanime, donc cela augmente les chances de réussite. Mais le monde change, avec la technologie, la création d'un changement de civilisation, il faut que l'Europe s'adapte.

Lundi 13 novembre 2017, vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés à Bruxelles à relancer l'Europe de la défense : ce qui n'a pas pu se faire avec les Britanniques est-il possible maintenant ?

Non. L'Europe de la défense est une illusion. Les textes nécessaires existent depuis longtemps mais on n'a rien fait. Le problème c'est que la sécurité globale du continent est assurée par l'OTAN, mais la sécurité partielle, c'est-à-dire de chaque État, l'est par eux-mêmes et le problème central ce sont les frontières méditerranéennes.

Par exemple, la construction d'un avion de combat ? Cela avait échoué dans les années 1970...

Il est probable que la nouvelle génération d'armement sera issue de l'Europe continentale, mais peut-être avec une coopération britannique.

Êtes-vous aussi optimiste que Federica Mogherini qui a parlé d'un « moment historique pour la défense européenne » ?

Non, ni pessimiste. Pour les fabrications en matière de défense, au contraire, car la France et la Grande-Bretagne dépensaient le plus. Les accords bilatéraux pourront continuer.

Que pensez-vous des positions du président Emmanuel Macron sur l'Europe ?

Macron est sincèrement européen, mais il faut prendre de bonnes mesures. Par exemple avec la défense : le problème nucléaire ? La France qui est le seul pays détenteur de l'arme atomique maintenant dans l'Union partagera-t-elle

ses moyens ? Il faut procéder dans l'ordre : création d'un ordre économique cohérent, après une monnaie, ensuite la fiscalité, et ensuite les dettes...

Êtes-vous pour une refonte des traités ?

Non. Le problème c'est de mieux les appliquer, mettre fin au harcèlement bureaucratique de la Commission : elle est sortie de son rôle. Il y a trop de commissaires, le bon chiffre, comme le disait le dernier bon président de la Commission Jacques Delors, c'est treize. À vingt-huit, tout se complique, tout s'alourdit avec des cabinets trop volumineux. Il faut aussi revoir leur application. Par exemple, la Commission n'a pas à prendre parti en matière diplomatique. C'est le rôle du Conseil européen, comme le fait depuis quelques mois le président actuel. Il faut un président du Conseil fort. Il faut faire attention à l'idée absurde de l'égalité entre les États (comme par exemple Chypre et l'Allemagne). Il faudrait un système où les pays les plus peuplés se concertent avant. Le nouveau système de vote issu de la Constitution est un bon système avec une majorité qualifiée et non avec l'unanimité. Il faut l'utiliser davantage. Il faut que la Commission et le Conseil rentrent dans leur domaine de compétence. C'est le monde annexe, sans légitimité, qui irrite les opinions publiques.

334

À la fin des années 1970 déjà, il était question d'une Europe à deux vitesses et le cas de la Grande-Bretagne était parfois posé (fallait-il la mettre à l'écart de certains projets ?) : cela aurait-il permis d'éviter le Brexit ?

À deux vitesses, c'est trop compliqué. Depuis le début, il y a deux projets européens : un projet de libre-échange avec un marché unique et un projet d'intégration pour ceux qui le veulent. Le deuxième a besoin d'être encouragé pour faire face aux défis du monde mais le problème c'est l'engagement des pays. Les volontaires sont les six fondateurs, avec l'Espagne, le Portugal et l'Autriche. La Grèce a trop de problèmes, elle ne peut pas en supporter le poids. D'autre part, il faut regarder de plus près les négociations commerciales (comme l'a dit Macron) et ceux qui négocient car ils sont souvent d'un faible niveau, notamment de responsabilité et de légitimité.

Voyez-vous les Britanniques revenir sur leur décision ?

Non. Ils vont essayer de développer leurs relations avec leur ancien empire, l'Australie, le Canada...

L'opinion britannique dans les années 1960 n'était pas pro-européenne...

Oui, c'est vrai, il n'y avait pas d'attachement à l'Europe. D'autant plus que la presse, presque unanime, n'aime pas l'Europe et met en exergue tous ses défauts.

Aurait-on pu éviter le Brexit ?

À mon avis, non. Il n'y a pas eu de rapprochement des identités. Qui était pro-européen ? Ted Heath était le seul vrai européen, il voulait devenir européen. Roy Jenkins était pro-européen par raisonnement, d'où une bonne gestion des relations Royaume-Uni – Europe ; il participait aux discussions. L'ambassadeur Nicholas Henderson était européen dans sa façon de vivre.

Le Brexit viendrait d'un manque d'éducation européenne ?

L'Europe a déclenché deux guerres mondiales, on ne peut pas effacer tout cela d'un seul coup. Il y a les obstacles des langues et des cultures. Pour les langues, on n'y peut rien, mais on pourrait suivre la règle d'utiliser l'anglais courant pour négocier et conserver les langues nationales pour les textes officiels et le domaine juridique. Il faut par ailleurs développer l'enseignement de l'allemand. Partout en Europe, finalement, on a des cultures assez proches, il existe bien une culture européenne.

BIBLIOGRAPHIE

DYNAMIQUES DES SYSTÈMES INTERNATIONAUX

- ALLAIN, Jean-Claude (dir.), *La Moyenne Puissance au XX^e siècle. Recherche d'une définition*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale/Institut d'histoire des conflits contemporains, 1989.
- BADEL, Laurence, « Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XXI^e siècle », *Relations internationales*, n° 157, 2014/1, p. 3-23.
- , « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 90, 2006/2, p. 169-185.
- BADIE, Bertrand, « L'adieu au gladiateur ? La mondialisation et le renouveau des relations internationales », *Relations internationales*, n° 124, 2005/4, p. 95-106.
- BÉLY, Lucien, SOUTOU, Georges-Henri, THEIS, Laurent & VAÏSSE, Maurice (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères (1589-2004)*, Paris, Fayard, 2005.
- & SOUTOU, Georges-Henri, « Les relations internationales », dans SIRINELLI, Jean-François, CAUCHY, Pascal & GAUVARD, Claude (dir.), *Les Historiens à l'œuvre (1995-2010)*, Paris, PUF, 2010, p. 261-286.
- CHASSAIGNE, Philippe & MARX, Roland, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2004.
- , *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Colin, 2009.
- , *Les Années 1970. Fin d'un monde et origine de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2012.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Entretien avec Robert Frank », *Histoire@Politique*, n° 19, 2013/1, p. 216-227.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, « Politique intérieure et politique extérieure », *Relations internationales*, n° 37, printemps 1984, p. 7-16.
- , *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1992.
- FRANK, Robert, « La France et son rapport au monde au XX^e siècle », *Politique étrangère*, vol. 65, n° 3-4, 2000, p. 827-839.
- , « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de relations internationales*, n° 4, 2003, p. 42-65.
- (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012.
- GENESTE, Pascal, *Archives de la présidence de la République française. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Archives nationales/Somogy, 2007.

- GIRAULT, René « L'histoire des relations internationales peut-elle être une histoire totale ? », dans *Enjeux et puissances. Pour une histoire des relations internationales au XX^e siècle : mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, p. 29-39.
- , *Être historien des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.
- GOMART, Thomas, « La relation bilatérale : un genre de l'histoire des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 65-66, « Hommage à René Girault », janvier-juin 2002, p. 65-68.
- GUILLEN, Pierre, « Politique intérieure et relations internationales », *Relations internationales*, n° 41, printemps 1985, p. 111-124.
- , « Écrire l'histoire de la politique extérieure de la France », *Relations internationales*, n° 83, 1995, p. 131-137.
- JEANNESSON, Stanislas, « Diplomatie et politique étrangère de la France contemporaine : un bilan historiographique depuis 1990 », *Histoire, économie & société*, vol. 31, n° 2, « Nouvelles approches en histoire de la France contemporaine », 2012, p. 88-98.
- LAÏDI, Zaki, *La Norme sans la force. L'Énigme de la puissance européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- RENOUVIN, Pierre & DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995.
- SANDERSON, Claire & GUIEU, Jean-Michel (dir.), *L'Historien et les relations internationales. Autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
- SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- , *Dictionnaire des relations internationales. Approches, concepts, doctrines*, Paris, Dalloz, 2006.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Introduction à la problématique des mondialisations », *Relations internationales*, n° 123, 2005, p. 8-9.
- Relations internationales*, n° 82, « Conjoncture économique et relations internationales », 1995 ; n° 123, « Mondialisations-1 », 2005/3 ; n° 124, « Mondialisations-2 », 2005/4.

ACTEURS

Biographies

Valéry Giscard d'Estaing

BERNARD, Mathias, *Valéry Giscard d'Estaing. Les Ambitions déçues*, Paris, Armand Colin, 2014.

BOTHOREL, Jean, *Un si jeune président*, Paris, Grasset, 1995.

CORCELETTE Jean-Pierre & ABADIE, Frédéric, *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008.

DUHAMEL, Alain, *La République giscardienne*, Paris, Grasset, 1980.

HARGROVE, Charles, *L'Autre Giscard. Valéry Giscard d'Estaing vu par un Anglais*, Paris, éditions J. A., 1981.

VALANCE, George, *VGE. Une vie*, Paris, Flammarion, 2011.

Jean François-Poncet

DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Portrait de Jean François-Poncet », *Histoire@Politique*, n° 1, 2007/1, p. 11-15.

Élisabeth II d'Angleterre

PIMLOTT, Ben, *The Queen. A Biography of Elizabeth II*, London, HarperCollins, 1998.

ROCHE, Marc, *Élisabeth II. Une vie, un règne*, Paris, La Table Ronde, 2012.

James Callaghan

CONROY, Harry, *Callaghan*, London, Haus Publishing, 2006.

MORGAN, O. Kenneth, *Callaghan. A Life*, Oxford, OUP, 1998.

Margaret Thatcher

CAMPBELL, John, *The Iron Lady. Margaret Thatcher from Grocer's Daughter to Prime Minister*, London, Penguin Books, 2011.

SERGEANT, Jean-Claude, *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher (1979-1990)*, Paris, PUF, coll. « Perspectives anglo-saxonnes », 1994.

THIÉRIOT, Jean-Louis, *Margaret Thatcher. De l'épicerie à la Chambre des lords*, Paris, Éditions de Fallois, 2007.

Harold Wilson

PIMLOTT, Ben, *Harold Wilson*, London, HarperCollins, 1993.

ROUTLEDGE, Paul, *Wilson*, London, Haus Publishing, 2007.

ZIEGLER, Philip, *Wilson. The Authorised Life*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1993.

CAMPBELL, John, *Roy Jenkins. A Well-rounded Life*, London, Jonathan Cape, 2014.

LUDLOW, N.Piers, *Roy Jenkins and the European Commission Presidency, 1976-1980, at the heart of Europe*, Palgrave, Macmillan, 2016.

Mémoires et témoignages

BARRE, Raymond, *L'Expérience du pouvoir. Entretiens avec Jean Bothorel*, Paris, Fayard, 2007.

CALLAGHAN, James, *Time and Chance*, London, Politico's, 2006.

COLES, John, *Making Foreign Policy. A Certain Idea of Britain*, London, John Murray, 2000.

FRANCOIS-PONCET, Jean, *37, quai d'Orsay*, Paris, Odile Jacob, 2008.

FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai*, Paris, Fayard, 1998.

340 GISCARD D'ESTAING, Valéry, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976.

–, *Le Pouvoir et la Vie*, Paris, Le Livre de poche, 2007.

–, Entretiens du 20 septembre 2012 et du 22 novembre 2017 avec Laurence Baratier-Negri.

HARGROVE, Charles, *Un gentleman du Times*, Paris, Tallandier, 2001.

HENDERSON, Nicholas, *The Private Office*, London, Littlehampton Book Services Ltd., 1984.

–, *Channels and Tunnels: Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987.

–, « Valedictory dispatch », 31 mars 1979, dans HENDERSON, Nicholas, *Channels and Tunnels. Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987, p. 143-158.

–, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, London, Phoenix Press, 2000.

JENKINS, Roy, *European Diary (1977-1981)*, London, Collins, 1989.

–, *A Life at the Centre. Memoirs of a Radical Reformer*, London, Random House, 1993.

PALLISER, Michael, « L'élargissement de la Communauté vu de Londres », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.

ROBIN, Gabriel, *Entre empire et nations. Penser la politique étrangère*, Paris, Odile Jacob, 2004.

SCHMIDT, Helmut, *Des Puissances et des hommes*, Paris, Plon, 1989.

–, *L'Europe s'affirme*, Paris, Éditions de Fallois, 2001.

SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé*, Paris, Éditions de Fallois, 2011.

THATCHER, Margaret, *10 Downing Street*, Paris, Albin Michel, 1993.

WILSON, Harold, *The Governance of Britain*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1976.

–, *Final Term: Labour Government (1974-1976)*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1979.

LES SYSTÈMES DE REPRÉSENTATIONS

BITSCH, Marie-Thérèse, LOTH, Wilfried & BARTHEL, Charles (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2007.

COURCEL, Geoffroy de, « France et Grande-Bretagne, une complémentarité difficile », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981.

CROUZET, François, *De la supériorité de la France sur l'Angleterre. L'économie et l'imaginaire (XVII-XX^e siècle)*, Paris, Perrin, 1985.

–, « Images d'outre-Manche : la France vue par les Britanniques, la Grande-Bretagne vue par les Français (1904-2004) », *Histoire, économie & société*, vol. 25, n° 1, 2006, p. 131-141.

DAUDY, Philippe, *Les Anglais*, Paris, Plon, 1989.

DAVID, François, *Autopsie de la Grande-Bretagne*, Paris, Hachette, 1976.

DAVIS, Richard, « Les relations franco-britanniques vues à travers les dessins de presse de la Troisième à la Cinquième République », *Revue LISA E-journal*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 55-74.

–, « Français et Anglais, quels Européens ? », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

FRANK, Robert, « Qu'est-ce qu'un stéréotype ? », dans JEANNENEY, Jean-Noël (dir.), *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 17-26.

GENET, Jean-Philippe & RUGGIU, François-Joseph (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques (France-Angleterre, X^e-XX^e siècle)*, Paris, PUPS, 2007.

GUIFFAN, Jean, *Histoire de l'anglophobie en France. De Jeanne d'Arc à la vache folle*, Paris, Terre de brume, 2004.

LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et la Grande-Bretagne. Mythes et préjugés*, Paris, L'Harmattan, 2007.

SANDERSON, Claire, « British Public Opinion and Europe Since 1973: Ambivalence or Mis-representation? », dans DULPHY Anne & MANIGAND, Christine (dir.), *Public Opinion and Europe: National Identity in a European Perspective*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004, p. 151-163.

–, « La notion de civilisation dans la politique étrangère britannique de 1945 à nos jours », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 123, n° 2, « La notion de civilisation dans le système international européen (XIX^e-XX^e siècles) », dir. SOUTOU, Georges-Henri, 2009, p. 163-175.

SINCLAIR-STEVENSON, Christopher, *That Sweet Enemy: A Personal View of France and the French*, London, Jonathan Cape, 1987.

TACHIN, Agnès, *Amie et rivale. La Grande-Bretagne dans l'imaginaire français à l'époque gaullienne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.

–, « Le voyage officiel du général de Gaulle à Londres en avril 1960, regards croisés franco-britanniques », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

TOMBS, Isabelle & TOMBS, Robert, *La France et le Royaume-Uni. Des ennemis intimes*, Paris, Armand Colin, 2012.

342

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET PROCESSUS DE DÉCISIONS

BARTLETT, Christopher J., *British Foreign Policy in the Twentieth Century*, London, Macmillan, 1989.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Institutions et pratiques politiques (1974-1978)*, Paris, Fayard, 2003.

– & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. 1978-1981 : les institutions à l'épreuve ?*, Paris, Armand Colin, 2010.

CHARLOT, Monica, *L'Angleterre (1945-1980). Le temps des incertitudes*, Paris, Imprimerie nationale, 1981.

COHEN Samy, « Prospective et politique étrangère. Le CAP du ministère des Relations extérieures », *Revue française de science politique*, vol. 32, n° 6, 1982, p. 1055-1076.

– et SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

–, *La Monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V^e République*, Paris, Hachette, 1986.

–, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », dans SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, chap. III, p. 75-91.

DICKIE, John, *Inside the Foreign Office*, London, Chapmans, 1992.

HARRIS, Trevor, *Une certaine idée de l'Angleterre. La Politique étrangère britannique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2008.

- HENNESSY, Peter, *The Prime Minister: The Office and its Holders Since 1945*, London/New York, St. Martin's Press, 2001.
- KESSLER, Marie-Christine, *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- LERUEZ, Jacques, *Le Système politique britannique depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1994.
- LA GORCE, Paul-Marie de, « Bilan d'un septennat, la politique extérieure française », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981, p. 89-104.
- LA SERRE, Françoise de, LERUEZ, Jacques & WALLACE, Helen, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Berg, 1990.
- OTTE, Ythomas G., *The Makers of British Foreign Policy: From Pitt to Thatcher*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.
- PARR, Helen, « Un Foreign Office miniature dédié à l'Europe ? », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 207-237.
- REYNOLDS, David, *Britannia Overruled. British Policy and World Power in the Twentieth Century*, London, Longman, 1993.
- SANDERSON, Claire, « Margaret Thatcher et la politique extérieure du Royaume-Uni : vision, conviction, intransigeance », dans DELAUNAY, Jean-Marc & DENECHÈRE, Yves (dir.), *Femmes et relations internationales au XX^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 27-37.
- SANDERSON, Claire, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.
- & TORRENT, Mélanie (dir.), *La Puissance britannique en question. Diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- TRISTRAM, Frédéric, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique*, n° 8, mai-août 2009.
- VÀISSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- WALLACE, William, *Foreign Policy and the Political Process*, London, Macmillan, 1972.
- , *The Foreign Policy process in Britain*, London, Royal Institute of International Affairs, 1975.

WARLOUZET, Laurent, « Le Quai d'Orsay face au traité de Rome, la direction des affaires économiques et financières de 1957 à 1975 », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 139-169.

LA FRANCE, LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

BADEL, Laurence & BUSSIÈRE, Éric, *François-Xavier Ortoli. L'Europe, quel numéro de téléphone ?*, Paris, Descartes & Cie, 2011.

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

344 BERBÉRI, Claude, *Le Parti travailliste et les syndicats face aux questions monétaires européennes*, Paris, L'Harmattan, 2005.

BERSTEIN, Serge & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

BITSCH, Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, éditions Complexe, 2003.

BOSSUAT, Gérard, *Faire l'Europe sans défaire la France. Soixante ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

BRIVATI, Brian & JONES, Harriet, *From Reconstruction to Integration: Britain and Europe since 1945*, Leicester, Leicester UP, 1993.

BUSSIÈRE, Éric & WILLAERT, Émilie, *Un projet pour l'Europe. Georges Pompidou et la construction européenne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2010.

–, DUJARDIN, Vincent, DUMOULIN, Michel, LUDLOW, Piers, BOROUWER, Jon Willem & TILLY, Pierre (dir.), *Histoire et mémoires d'une institution. La Commission européenne (1973-1986)*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2014.

DELOGE, Pascal : « La coopération aéronautique européenne : à quel prix ? Le dilemme belge », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010.

– & BURIGANA, David, « Les coopérations aéronautiques en Europe dans les années 1950-1980 : une opportunité pour relire l'histoire de la construction européenne ? », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, introduction.

DROIT, Yohan, « L'European Fighter Aircraft : le rendez-vous manqué de la coopération aéronautique européenne, 1978-1985 », *Histoire, économie &*

- société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, p. 103-116.
- , *L'Avion de combat Rafale. De la matrice européenne à l'avion mondial ? Histoire d'un programme d'armement majeur des années 1970 à nos jours*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2014.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2006.
- DU RÉAU, Élisabeth, *L'Europe en construction*, Paris, Hachette, 2001.
- FRANK, Robert et DU RÉAU, Élisabeth (dir.), *Dynamiques européennes. Nouvel espace, nouveaux acteurs (1969-1981)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
- , *Les Identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- GĂINAR, Maria, *Aux origines de la diplomatie européenne. Les Neuf et la coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- GEORGE, Stephen, *An Awkward Partner: Britain in the European Community*, Oxford, OUP, 1998.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2007.
- GILMOUR, Ian, « L'Europe politique », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 2, 1980, p. 487-498.
- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- LA SERRE, Françoise de, « Quelle Europe pour quelle Grande-Bretagne ? », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 3, 1980.
- , *La Grande-Bretagne et la Communauté européenne*, Paris, PUF, 1987.
- LUDLOW, Peter, *Making of the European Monetary System*, London, Elsevier Science & Technology Books, 1982.
- MAY, Alex (dir.), *Britain, the Commonwealth and Europe: The Commonwealth and Britain's Applications to Join the European Communities*, London, Palgrave Macmillan, 2001.
- MÖCKLI, Daniel, *European Foreign Policy During the Cold War: Heath, Brandt, Pompidou and the Dream of Political Unity*, London/New York, Tauris, 2008.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Economist or Monetarist? The Difficult Creation of an Internal French Consensus about European Monetary Integration (1974-1976) », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 213-225.
- , « Filling the EEC Leadership Vacuum? The Creation of the European Council in 1974 », *Cold War History*, vol. 10, n° 3, 2010, p. 315-339.

- , *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Ithaca, Cornell UP, 2012.
- PARR, Helen, « Anglo-French Nuclear Collaboration and Britain's Policy Towards Europe », dans VAN DER HARST, Jan (dir.), *Beyond the Customs Union: the European Community's Quest for Completion, Deepening and Enlargement (1969-1975)*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 35-61.
- , « “The Nuclear Myth”: Edward Heath, Europe, and the International Politics of Anglo-French Nuclear Cooperation 1970-3 », *International History Review*, vol. 35, n° 3, 2013, p. 534-555.
- RÜCKER, Katrin, « Le plan Werner, le système monétaire européen et l'europanisation dans les années 1970 », *L'Europe en formation*, n° 353-354, 2009.
- , « Diplomatie européenne et relations internationales : la dimension internationale du premier élargissement de l'Union européenne », *Relations internationales*, n° 146, 2011/2, p. 109-124.
- SAINT PÉRIER, Amaury de, *Valéry Giscard d'Estaing, la France et l'Europe monétaire. La persévérance récompensée*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2008, 315 p.
- , *La France, l'Allemagne et l'Europe monétaire de 1974 à 1981. La persévérance récompensée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- SANDERSON, Claire, *L'Impossible Alliance ? France, Grande-Bretagne et défense de l'Europe (1945-1958)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
- , « France/Grande-Bretagne, regards croisés sur la défense européenne », *Relations Internationales*, n° 117, printemps 2004, p. 87-100.
- , « Coopération franco-britannique et défense européenne : une perspective historique », *Les Champs de Mars*, n° 15, « Cent ans d'Entente cordiale : la défense au Royaume-Uni », dir. CHARILLON, Frédéric, 2004, p. 15-36.
- , « La Grande-Bretagne et l'Europe de l'après-guerre à Maastricht : le règne de l'ambivalence », dans BEAUPRÉ, Nicolas & MOINE, Caroline (dir.), *L'Europe de Versailles à Maastricht. Visions, moments et acteurs des projets européens*, Paris, Seli Arslan, 2007, p. 217-224.
- SCHNAPPER, Pauline, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Paris, Presses de Science Po, 2000.
- TREVOR, Harris, *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Paris, Ellipses, 1999.
- VÀISSE, Maurice, « Valéry Giscard d'Estaing et la défense européenne », dans BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011.

WALLACE, William, *Britain in Europe*, London, Heinemann, 1980.

LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI FACE À LA CRISE DES ANNÉES 1970, ENTRE SOLUTIONS NATIONALES ET TRANSNATIONALES

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales face aux défis européens du XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René, & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Les réformes de société (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2007.

–, CASANOVA, Jean-Claude & SIRINELLI, Jean-François, *Les Années Giscard. La politique économique (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2009.

BLOCH-LAINÉ, François (dir.), *La France en mai 1981. Forces et faiblesses*, Paris, La Documentation française, 1982.

BONHOMME, Noël, « Les Européens au G7 : entre intérêts communautaires et gouvernance mondiale, 1975-1985 », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 73-89.

–, « Sommets du G7 et régulation économique internationale dans les années 1970 », *Relations internationales*, Paris, n° 157, 2014/1, p. 111-130.

BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2006.

–, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, CHEFF, 2007.

ELLI, Mauro, « The UK Role in the European Community. EEC Energy Policy at the Eve of the Oil Crisis », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 295-311.

GARAVINI, Giuliano & PETRINI, Francesco, « Continuity or Change? The 1973 Oil Crisis Reconsidered », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 211-231.

LAVERDINES, Georges, « Le libéralisme organisé ou le combat de Jacob », *Pouvoirs*, n° 9, « Le giscardisme », 1979, p. 17-26.

- Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle [actes de la table ronde des 15 et 16 décembre 2011] », 2012/1.
- LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et le Royaume-Uni dans un monde en mutation*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- , *France-Grande-Bretagne. Réussites et défis*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- MÉNIL, Georges de, « De Rambouillet à Versailles : un bilan des sommets économiques », *Politique étrangère*, vol. 47, n° 2, 1982, p. 403-417.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Integrating an International Political Economy Dimension into European Integration History: The Challenges of the 1970s », *Journal of European Integration History*, vol. 17, n° 2, 2011, p. 335-341.
- , « Regional Integration and Global Governance: The Example of the European Council (1974-1986) », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 91-104.
- , « Managing from the Top: Globalisation and the Rise Of Regular Summitry, mid 1970's-early 1980's », *Diplomcy and Statecraft*, vol. 23, n° 4, 2012, p. 679-703.
- & ROMERO, Federico (dir.), *International Summitry and Global Governance: The Rise of the G7 and the European Council (1974-1991)*, London/New York, Routledge, 2014.
- POPE, Rex, *The British Economy since 1945: A Study in Decline?*, London, Routledge, 2013.
- POTTIER, Frédéric, « La rencontre de Rambouillet », *Politique étrangère*, vol. 41, n° 1, 1976, p. 13-25.
- VAN LAER, Arthe, « Quelle politique industrielle pour l'Europe ? Les projets des Commissions Jenkins et Thorn (1977-1984) », dans BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, CHEFF, Paris, 2007, p. 7-53.

FRANCE ET ROYAUME-UNI : DÉTENTE ET DÉFENSE NATIONALE

- BAULON, Jean-Philippe, « Au risque de l'isolement ou de l'alignement : la politique de la France dans la crise des euromissiles (1977-1987) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 124, n° 2, 2010, p. 163-187.
- , « Un tournant dans la politique française de non-prolifération : la présidence Giscard », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 126, n° 2, 2012.
- BILANDŽIC, Vladimir, DAHLMANN, Dittmar & KOSANOVIĆ, Milan (dir.), *From Helsinki to Belgrade: The First CSCE Follow-up Meeting and the Crisis*, Bonn, Bonn UP, 2012.

- BOZO, Frédéric, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991.
- BROWN, Martin D., « A Very British Vision of Détente, The United Kingdom's Foreign Policy During the Helsinki Process (1969-1975) », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd, *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 121-134.
- DUMOULIN, André, *Histoire de la dissuasion nucléaire*, Paris, Argos, 2012.
- DUVAL, Marcel et LE BAUT, Yves, *L'Arme nucléaire française. Pourquoi et comment ?*, Paris, SPM, 1992.
- KLEIN, Jean, « La France, l'arme nucléaire et la défense de l'Europe », *Politique étrangère*, vol. 44, n° 3, 1979, p. 461-479.
- LOTH, Wilfried & SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *The Making of Détente: Eastern and Western Europe in the Cold War (1965-1975)*, London, Routledge, 2008.
- MARESCA, John, *To Helsinki: The Conference on Security and Cooperation in Europe, 1973-1975*, London, Duke UP, 1985.
- PISAR, Samuel, *Transactions entre l'Est et l'Ouest*, préface de Valéry Giscard d'Estaing, Paris, Dunod, 1972.
- PONS, Silvio & ROMERO, Federico, « Europe Between the Superpowers, 1968-1981 », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 85-99.
- SCHÜTZE, Walter, « Les options », *Politique étrangère*, vol. 43, n° 6, 1978, p. 693-732.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Valéry Giscard d'Estaing and his Vision of the End of the Cold War », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd (dir.), *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 208-225.
- TATU, Michel, « Valéry Giscard d'Estaing et la détente », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- , « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, n° 262, 2011, p. 3-8.

WALLACE, William, « What Price Independence? Sovereignty and Interdependence in British Politics », *International Affairs*, vol. 62, n° 3, 1986, p. 367-389.

LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES AU FIL DU TEMPS

BELL, Philip M. H., *France and Britain (1900-1940). Entente and Estrangement*, London, Longman, 1996.

—, *France and Britain (1940-1994). The Long Separation*, London, Longman, 1997.

BONNAUD, Laurent, *France-Angleterre. Un siècle d'entente cordiale (1904-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2004.

CHASSAIGNE, Philippe & DOCKRILL, Michael (dir.), *Anglo-French Relations, 1898-1990: From Fashoda to Jospin*, London, Palgrave Macmillan, 2002.

350 —, « L'Angleterre, ennemie héréditaire ? », *Revue historique des armées*, n° 264, 2011, p. 3-10.

COOPER-RICHET, Diana & RAPOPORT, Michel (dir.), *L'Entente cordiale. Cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Grâne, Créaphis, 2006.

CROUZET, François, BÉDARIDA, François & JOHNSON, Douglas, *De Guillaume le Conquérant au Marché commun. Dix siècles d'histoire franco-britannique*, Paris, Albin Michel, 1979.

GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

GIBSON, Robert, *Best of Enemies. Anglo-French Relations since the Norman Conquest*, London, Sinclair-Stevenson, 1995.

LUDLOW, Piers, « Problematic partners: de Gaulle, Thatcher, and their Impact », dans JONES, Erik, MENON, Anand & WEATHERILL, Stephen (dir.), *The Oxford Handbook of the European Union*, Oxford, OUP, 2012, p. 206-218.

MAYNE, Richard, JOHNSON, Douglas & TOMBS, Robert (dir.), *Cross Channel Currents: 100 Years of the Entente Cordiale*, London, Routledge, 2004.

PASTOR-CASTRO, Rogelina & YOUNG, J. W. (dir.), *The Paris Embassy: British Ambassadors and Anglo-French Relations (1944-1979)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.

VIOT, Jacques & RADICE, Giles (dir.), *L'Entente cordiale dans le siècle*, Paris, Odile Jacob, 2004.

- BUFFET, Cyril, « Une étrange histoire d'amour. Le facteur britannique dans les relations franco-allemandes, 1945-1963 », dans BAECHLER, Christian & MÜLLER, Klaus-Jurgen (dir.), *Les Tiers dans les relations franco-allemandes*, München, Oldenburg Verlag, 1996.
- CHASSAIGNE, Philippe, *Royaume-Uni/États-Unis (1945-1990). La « relation spéciale »*, Paris, Atlande, 2003.
- COGAN, Charles, *Alliés éternels, amis ombrageux. La France et les États-Unis depuis 1940*, Bruxelles, Bruylant, 1999.
- DOBSON, Alan, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century. Of Friendship, Conflict, and the Rise and Decline of Superpowers*, London, Routledge, 1995.
- DURAND, Pierre-Michel, « Les relations Paris-Moscou et la guerre froide africaine des années 1970 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- HEUSER, Béatrice, *NATO, Britain, France, and the FRG: Nuclear Strategies and Forces for Europe (1949-2000)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.
- FRANK, Robert, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 : problématiques et méthodes », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 28, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 », dir. FRANK, Robert & LE PULCH, Maryvonne, 1994.
- , « Français et Allemands face aux enjeux institutionnels de l'union monétaire : du plan Werner à l'euro (1970-2000) », dans BITSCH, Marie-Thérèse, *Le Couple France-Allemagne et les institutions européennes. Une postérité pour le plan Schuman*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 537-558.
- , « Hans Tietmeyer et le plan Werner : le débat politique franco-allemand », dans *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978). Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, t. I, p. 308-314
- LARRES, Klaus & MEEHAN, Elizabeth (dir.), *Uneasy Allies: British-German Relations and European Integration since 1945*, Oxford, OUP, 2000.
- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une "relation spéciale" », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- LUDLOW, Piers, « The End of Symbiosis: the Nixon Era and the End of Comfortable Coexistence Between European and Atlantic Integration », dans SCOTT-SMITH, Gils, AUBOURG, Valerie & BOSSUAT, Gérard (dir.), *Atlantic, Euratlantic, or Europe-America? The Atlantic Community and the European Idea From Kennedy to Nixon*, Paris, Soleb, 2011, p. 38-60.
- , « The Real Years of Europe? U.S.-West European Relations During the Ford Administration », *Journal of Cold War Studies*, vol. 15, n° 3, 2013, p. 136-161.

- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une “relation spéciale” », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- MÉLANDRI, Pierre, *Une incertaine alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1983)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.
- , « Une relation très spéciale : la France, les États-Unis et l'année de l'Europe, 1973-1974 », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.
- et RICARD, Serge (dir.), *Les Relations franco-américaines au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- MIARD-DELACROIX, Hélène, *Partenaires de choix ? Le chancelier Helmut Schmidt et la France (1974-1982)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 1993.
- MORGAN, Roger & BRAY, Caroline, *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot, Gower Publishing Company, 1986.
- NARINSKII, Mikhaïl & VAÏSSE, Maurice, *Les Crises dans les relations franco-soviétiques (1954-1991)*, Paris, Pedone, 2009.
- NOAKES, Jeremy, WENDE, Peter & WRIGHT, Jonathan (dir.), *Britain and Germany in Europe (1949-1990)*, London, German Historical Institute London/OUP, 2002.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- REY, Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991.
- ROBB, Thomas, « The “Limit of What is Tolerable”: British Defence Cuts and the “Special Relationship” (1974-1976) », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 22, n° 2, 2011, p. 321-337.
- ROMANO, Angela, *From Détente in Europe to European Détente: How the West Shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- RÜCKER-GUITELMACHER, Katrin, *Le Triangle Paris-Bonn-Londres et le processus d'adhésion britannique au Marché commun (1969-1973). Quel rôle pour le trilatéral au sein du multilatéral ?*, thèse sous la dir. de Maurice Vaïsse et Wolfgang Krieger, IEP de Paris/ université de Marbourg, 2009.
- SCHNAPPER, Pauline, « Mythes et réalité de la relation spéciale », dans ALEXANDRE-COLLIER, Agnès (dir.), *La « Relation spéciale » Royaume-Uni/ États-Unis (1945-1990)*, Paris, Éditions du Temps, 2002, p. 37-46.
- SOKOLOFF, Georges et WILD, Gérard, « Les relations économiques de la France avec l'Est », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1985.
- SOUTOU, Georges-Henri, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands*, Paris, Fayard, 1996.

- , SZABO, Stephen & WELLS, Samuel (dir.), *The Strategic Triangle*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 2007.
- TOINET, Marie-France, « Valéry Giscard d'Estaing et les États-Unis », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Les éditions du Seuil, 1998.
- WEINACHTER, Michèle, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne. Le double rêve inachevé*, Paris, L'Harmattan, 2004.

SOURCES

ARCHIVES FRANÇAISES

QUAI D'ORSAY

Série Europe, sous-série Grande-Bretagne (1971-juin 1981)

Carton 321 : défense nationale, contacts militaires de la France avec la Grande-Bretagne.

Carton 333 : relations économiques franco-britanniques.

Carton 362 : Europe-Grande-Bretagne : Bertrand Lacampagne, *Le Parti travailliste et le référendum sur l'Europe*, mémoire de DESS en sciences politiques, université de Paris I par, décembre 1975.

Carton 383 : rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Harold Wilson, 18-19 juillet 1974.

Carton 384 : relations politiques France-Grande-Bretagne.

Carton 3889 : désarmement ; nouvelle approche française du désarmement ; organisations et questions internationales.

Carton 4084 : communautés européennes ; affaire Tindemans.

Cartons 4117, 4118 : presse et information en Grande-Bretagne.

Carton 4147 : organisation de la coopération politique européenne : enquête sur l'avenir de la construction européenne.

Carton 4157 : politique extérieure des Communautés européennes : organisation de la coopération politique européenne.

Cartons 4159, 4160 : présidence française des Communautés européennes (premier semestre 1979).

Carton 4210 : CSCE (1977-1979).

Carton 4417 : Grande-Bretagne : État et politique intérieure.

Carton 4419 : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations avec la France.

Carton 4420 : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations extérieures, OTAN, services de renseignements français et étrangers.

Cartons 4431, 4432 : Grande-Bretagne, affaires économiques, situation économique.

Carton 4433 : affaires économiques, coopération industrielle et énergétique.

Cartons 4435, 4436 : affaires économiques, relations avec la CEE.

Carton 4439 : politique étrangère.

Cartons 4447-4449 : relations politiques France-Grande-Bretagne.

Carton 4450 : relations politiques France-Grande-Bretagne, colloque de Bordeaux.

Série Europe, sous-série RFA

Carton 2988 : relations RFA – Grande-Bretagne (1976-1980).

PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les fonds d'archives de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing sont conservés au CARAN sous la cote 5 AG 3.

Dossiers des conseillers diplomatiques

Carton 923 : Union européenne (1974-1979).

Carton 995 : Grande-Bretagne (1974-1976).

Carton 996 : entretiens franco-britanniques (1977-1980).

Carton 997 : relations franco-britanniques (1974-1981).

356

Carton 1894 : François Polge de Combret : matières premières et relations internationales (1973-1976).

Cartons 1941-1946 : François Polge de Combret : énergie et relations internationales.

Carton 2565 : Emmanuel Rodocanachi : CEE (1978-1981).

Carton 2566 : élargissement de la CEE.

Cartons 2567-2569 : Emmanuel Rodocanachi : politique agricole commune (1978-1981).

Carton 2570 : CEE, montants compensatoires monétaires (1978-1981).

Dossiers de Jacques Wahl

Carton 815 : correspondance de l'ambassadeur Geoffroy de Courcel (1979).

Dossiers des conseillers presse et communication

Carton 3127

ARCHIVES BRITANNIQUES

THE NATIONAL ARCHIVES, KEW, LONDRES

FCO : Foreign and Commonwealth Office.

CAB : Cabinet.

PREM : *Prime Minister's Papers*.

FCO, Western European Department (WED)

FCO 05

Carton 201 : conversations franco-britanniques sur l'Afrique du Sud (1979).

FCO 28

Carton 4018 : conversations franco-britanniques sur l'URSS et l'Europe de l'Est (1980).

Carton 4058 : visite de Valéry Giscard d'Estaing à Varsovie (mai 1980).

FCO 30

Carton 2087 : relations franco-britanniques (1974).

Cartons 3482, 3841, 3842 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1976-1977-1978).

Cartons 4117, 4118, 4320 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1978-1979-1981).

Carton 4151 : visite de Valéry Giscard d'Estaing en Grande-Bretagne (19-20 novembre 1979).

Carton 3510 : visites ministérielles françaises en Grande-Bretagne (1977).

FCO 33

Cartons 2410, 2411 : relations politiques franco-britanniques (1974).

Cartons 2662-2666 : relations politiques franco-britanniques (1975).

Cartons 2872-2877 : relations politiques franco-britanniques (1976).

Cartons 2879-2887 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (1976).

Cartons 2893-2896 : visite du Premier ministre britannique en France (11-12 novembre 1976).

Cartons 3141, 3142 : Relations politiques franco-britanniques (1977).

Carton 3159 : France-Grande-Bretagne, coopération défense (1977).

Carton 3162 : collaboration nucléaire (1977).

Cartons 3453-3455 : relations politiques franco-britanniques (1978).

Carton 3465 : conversations ministérielles et sommets (1978).

Carton 3468 : coopération industrielle (1978).

Carton 3940 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France, aspects financiers (1974).

Cartons 3938, 3939, 3957, 3958 : relations politiques franco-britanniques (1979).

Carton 3957 : visite du Premier ministre Margaret Thatcher à Paris, 5 juin 1979.

Carton 3959 : visite du ministre français des Affaires étrangères (1979).

Cartons 3963, 3964 : conversations bilatérales sur le nucléaire (1979).

Carton 5229 : réunions tripartites France – RFA – Grande-Bretagne (1981).

FCO 41

Carton 1406 : conversations politico-militaires (1974).

FCO 46

Carton 2118 : coopération sur le nucléaire (1979).

Cartons 2187, 2608 : OTAN – France – Grande-Bretagne : coopération politico-militaire (1980-1981).

Carton 2397 : réunions quadripartites (1980).

FCO 49

Cartons 627, 833, 875 : Conversations entre les Planning Staff (1976-1979).

FCO 59

Carton 1183 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France (1974).

FCO 96

Carton 964 : Coopération nucléaire franco-britannique (1979).

358

FCO 98

Cartons 620-622 : attitude de la France envers la coopération politique et conversations avec les directeurs politiques français (1978-1979).

Cartons 337, 338 : France – Grande-Bretagne – CEE (1978).

FCO 105

Carton 463 : Afrique du Sud (1980).

Carton 507 : conversations tripartites France – Grande-Bretagne – RFA sur l'Afrique du Sud (1980).

CAB

CAB 164 / 1599 : tunnel sous la Manche.

DEFE 72 / 152 : coopération militaire : avion tactique de combat.

PREM 16

Carton 883 : préparation de la Visite d'État (janvier 1975-juin 1976).

Carton 1271 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (juin 1976).

Carton 1272 : commerce mondial (1977).

Carton 1274 : relations avec le Parti socialiste français ; entretien Callaghan-Mitterrand (1977).

Carton 1275 : visite de Raymond Barre (1977).

Carton 1650 : sommet franco-britannique de Chequers (12-13 décembre 1977).

INDEX DES NOMS

A

ATTALI, Jacques 154, 155.

B

BARRE, Raymond 23, 160.

BEAUMARCHAIS, Jacques de *voir* DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques.

BENN, Anthony Neil Wedgwood, *dit* Tony 86, 87, 99, 214.

BILLECOCQ, Pierre 119.

BOURGES, Yvon 229.

BRAITHWAITE, Rodric Quentin 36, 73.

BRANDT, Karl Herbert Frahm, *dit* Willy 161, 228.

BRJNEV, Leonid Ilitch 279, 280, 282, 291.

BRZEZINSKI, Zbigniew Kazimierz, *dit* Zbig 35, 131.

C

CALLAGHAN, Leonard James 56, 83, 123, 228, 237, 293 ;

– secrétaire d'État 40, 56, 84, 86, 104, 122, 238, 239, 242, 280, 281, 294 ;

– Premier ministre 32, 37, 41, 42, 47, 56, 58, 61, 64, 65, 87-91, 103, 107, 110-112, 114, 116, 121, 126, 132, 133, 136, 140-143, 145, 147, 154, 155, 157-160, 162, 163, 171, 173, 174, 184, 185, 201, 209, 238, 241, 244, 258, 259, 297, 300, 309.

CARRINGTON, Peter Alexander Rupert, baron 110, 127, 128, 215, 250, 271, 282, 301.

CARTER, James Earl, *dit* Jimmy 35, 133, 135, 141, 143, 145, 147, 171, 174, 185, 222, 223, 227, 229, 230, 268, 276, 284, 285, 289, 290.

CHEYSSON, Claude 295, 296.

CHIRAC, Jacques 22, 92, 95-98, 107, 116, 146, 224.

CHURCHILL, Winston Leonard Spencer 12, 38, 108, 313.

CLAPPIER, Bernard 160.

COLES, John 27.

COT, Jean-Pierre 154.

COURCEL, Geoffrey Chodron, de 114, 115, 120.

COUVE DE MURVILLE, Maurice 25, 52.

COUZENS, Kenneth, *dit* Ken 160.

CROSLAND, Anthony 41, 51, 79, 88, 89, 94, 95, 106, 110, 112, 113, 120, 163, 193, 257.

D

DAVIGNON, Étienne 205, 207.

DEBRE, Michel 52, 95-97.

DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques 37, 45, 46, 88, 115, 238, 273.

DELL, Edmund Emanuel 89, 206.

DENIAU, Jean-François 229.

E

EDELMAN, Maurice 118, 119.

ELISABETH II, reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande, cheffe du Commonwealth 65-68, 108, 109, 118, 119, 124, 192, 310, 311.

F

FONTAINE, André 53, 56, 64.

FORD, Leslie Lynch King Jr, *dit* Gerald Rudolph 132, 169, 170, 176, 178, 222.

FRANÇOIS-PONCET, Jean 20, 21, 25, 34, 41, 42, 44, 79, 94, 97, 98, 110, 143, 257, 311.

FROMENT-MEURICE, Henri 25, 33, 160, 168, 177, 254, 278, 290, 292, 299, 300.

G

GAULLE, Charles de 51, 52, 65, 74, 77, 97, 98, 105, 108, 115, 142, 149, 153, 167, 178, 180, 192, 228, 278, 279.

GENSCHER, Hans Dietrich 152, 154.

GERGORIN, Jean-Louis 34-36.

GIRAUD, André 206, 208, 217, 218, 224, 227.

GROMYKO, Andreï Andreïevitch 279, 281, 282, 292.

GUIRINGAUD, Louis de 25, 110, 136, 288, 294, 297, 312.

H

HABERER, Jean-Yves 160.

HARGROVE, Charles 20, 22, 37, 39, 50, 61, 154.

HEATH, Edward 26, 37, 50, 81, 116, 157, 176, 224, 232, 299.

HENDERSON, Nicholas 26, 29, 37, 39, 40-45, 47, 51, 56, 58, 64-67, 73, 77-79, 88, 94, 99, 112, 113, 115, 150, 152-154, 158, 161, 164, 166, 169, 172, 177, 180, 181, 184, 193, 194, 206, 208, 209, 238, 239, 249, 254, 255, 297, 305, 311, 335.

HIBBERT, Reginald 37, 39, 45, 47, 48.

HOWELL, David Arthur Russell, baron Howell of Guildford, *dit* 215, 217, 218, 219, 221, 227.

J

JAY, Peter 172, 184.

JENKINS, Roy Harris, baron Jenkins of Hillhead, *dit* 46, 50, 64, 68, 86, 88, 89, 139-141, 147, 156, 157, 203, 205, 239, 241-245, 252, 257, 304, 305, 310, 312, 335.

JOBERT, Michel 25, 34, 170, 175, 176.

JOSEPH, Sinjohn Keith, baron 208.

K

KENNEDY, John Fitzgerald 168, 169, 177.

KISSINGER, Henry Alfred 35, 167, 170, 176, 178, 300.

KOSSYGUINE, Alekseï Nikolaïevitch 280, 282.

L

LABOULAYE, Lefebvre de Laboulaye, François, *dit* 112, 172.

LEUSSE, Bruno, baron Bruno de Leusse de Syon, *dit* de 25, 47, 286.

LEVITTE, Jean-David 23.

LIKI, Takeo 132.

M

MACMILLAN, Harold, comte de Stockton 30, 177, 192.

MCNALLY, Tom, baron 32.

MAUROY, Pierre 152-154.

MÉRY, Guy (général) 233.

PALLISER, Arthur Michael 33, 45, 107, 113, 115, 126, 163, 165, 249, 259, 273.

MITTERRAND, François 99, 153-155, 196.

MONNET, Jean 97, 236, 242.

MONORY, René 202.

MONTBRIAL, Thierry de 34, 35, 232, 233.

MORO, Aldo 132, 133.

MULLEY, Frederik William, baron, *dit* Fred 229.

N

NAZELLE, Xavier de 229.

NIXON, Richard Milhous 169, 178.

O

ORTOLI, François-Xavier 92, 139, 140, 204, 205, 253.

OWEN, David Anthony Llewellyn, baron 47, 58, 76, 77, 90, 110, 136, 154, 164, 171, 206, 229, 230, 259, 281, 297.

P

PIERRE-BROSSOLETTE, Claude 20, 21, 42, 44, 45, 52, 67, 111, 113-115, 151, 313.

POMPIDOU, Georges 22, 52, 92, 98, 118,
161, 167, 170, 178, 180, 228, 236, 253,
278, 280, 310, 311.

PONTILLON, Robert 154.

PRENTICE, Reginald Ernest Prentice,
baron, *dit* Reg 87.

PYM, Francis Leslie, Baron 250.

R

REAGAN, Ronald 185.

ROBIN, Gabriel 42, 85, 97, 98, 124, 151,
184, 268, 283, 290, 313.

ROCARD, Michel 154.

S

SAUVAGNARGUES, Jean 34, 35, 37, 46, 47,
76, 79, 90, 98, 104, 114, 120, 166, 170,
176, 177, 184, 185.

SCHMIDT, Helmut (Chancelier) 13, 50,
60-65, 68, 104, 109, 123, 128, 131,
132, 134, 135, 138, 139, 141, 143, 145,
147, 152, 153, 156, 157, 160-165, 170,
174, 239, 246, 258, 271, 294, 311, 332.

SERISE, Jean 21, 93.

SHORE, Peter David, baron Shore of
Stepney, *dit* 89.

SOAMES, Arthur Christopher John, baron
28, 38, 39, 51, 174, 229, 249.

SOUTOU, Jean-Marie 24, 25, 30, 48, 150,
165, 172, 235, 267, 332.

T

THATCHER, Margaret 31-33, 39, 50,
58-61, 65, 91, 103, 110, 135, 137, 165,
166, 182, 184, 185, 191, 196, 203, 214,
216, 219, 221, 227, 231, 247, 248,
250-252, 260, 282, 291-293, 301, 309,
310, 323, 326.

TINDEMANS, Leonard Clemence, *dit* Leo
94, 158, 246, 266.

TOMKINS, Edward Emile 37-40, 45, 53,
69, 105, 111, 161.

V

VANCE, Cyrus Roberts 172.

VARLEY, Eric Graham, baron 87, 152,
202, 206, 208.

VEDRINE, Hubert 25.

VEIL, Simone 97, 256.

W

WAHL, Jacques 47.

WALLACE, Helen Sarah, Lady Wallace of
Saltaire, *dit* 37.

WILLIAMS, Shirley Vivian Teresa Brittain,
baroness Williams of Crosby, *dit* 86.

WILSON, Harold 28, 40, 52, 53, 55, 56,
65, 84-87, 104, 111, 114, 118, 122,
132, 138, 141, 151, 162, 176, 181, 237,
239, 242, 254, 280, 294, 309.

WRIGHT, Patrick Richard Henry, baron
Wright of Richmond, *dit* 41, 164.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Image en introduction (p. 10). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Fig. 1. © PA Archive/PA Images

Fig. 2. © Keystone/Getty Images

Fig. 3. © Rolls Press/Popperfoto / Getty Images

Fig. 4. © Gary Weaser/Getty Images

Fig. 5. © Heinrich Sanden/AFP Sources Extra

Fig. 6. © The Asahi Shimbun/Getty Images

Fig. 7. © Bettmann/Getty Images

Fig. 8. © Rolls Press/Popperfoto/Getty Images

Image de couverture (haut). © Central Press/Hulton Archive/Getty Images

Image de couverture (bas). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Clarification des droits avec la collaboration de l'agence La Collection.

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et sigles.....	8
Introduction.....	11

PREMIÈRE PARTIE

LES ACTEURS

DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE I	
Centralisations et hiérarchies.....	19
CHAPITRE II	
L'Europe au cœur de la relation franco-britannique : « l'équation personnelle »	49
CHAPITRE III	
Acteurs, mentalités & opinions publiques	69
CHAPITRE IV	
Acteurs & partis politiques.....	83

DEUXIÈME PARTIE

LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE : FONCTIONNEMENT & MÉTHODES

CHAPITRE V	
Les structures de concertation	103
CHAPITRE VI	
Le triangle Paris-Londres-Bonn.....	149
CHAPITRE VII	
Les États-Unis dans la relation franco-britannique.....	167

TROISIÈME PARTIE

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE VIII	
Des défis de même nature	189
CHAPITRE IX	
Quelle Europe pour la France et pour le Royaume-Uni ?	235
CHAPITRE X	
La France, le Royaume-Uni & le monde	275
Conclusion.....	303

ANNEXE 1	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing le jeudi 20 septembre 2012	309
ANNEXE 2	
Discours de Valéry Giscard d'Estaing au Parlement le 23 juin 1976	315
ANNEXE 3	
Déclaration commune du 24 juin 1976.....	319
ANNEXE 4	
Tableau synoptique des réunions : France, Grande-Bretagne, Allemagne, CE, G7	323
ANNEXE 5	
Tableau synoptique des enjeux	325
ANNEXE 6	
Les enjeux de la relation franco-britannique dans les sommets	327
ANNEXE 7	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing, le mercredi 22 novembre 2017	331
Bibliographie.....	337
Sources.....	355
Index des noms.....	359
Crédits photographiques.....	362
Table des matières.....	363